



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

# PNUE DTIE

## Rapport d'Activités et de Performances

# 2006

Division Technologie, Industrie et Economie

# La division Technologie, Industrie et Économie du PNUE (DTIE)

Depuis sa création, la DTIE travaille avec le monde des entreprises et de l'industrie ainsi qu'avec d'autres acteurs pour protéger le patrimoine naturel que constituent les ressources de la planète en mettant en avant la nécessité d'un développement durable. Notre mission est d'encourager les décideurs à intégrer l'environnement dans les processus décisionnels et de promouvoir des politiques, des types de stratégies et des pratiques qui traduisent leur préoccupation pour l'homme et l'environnement.

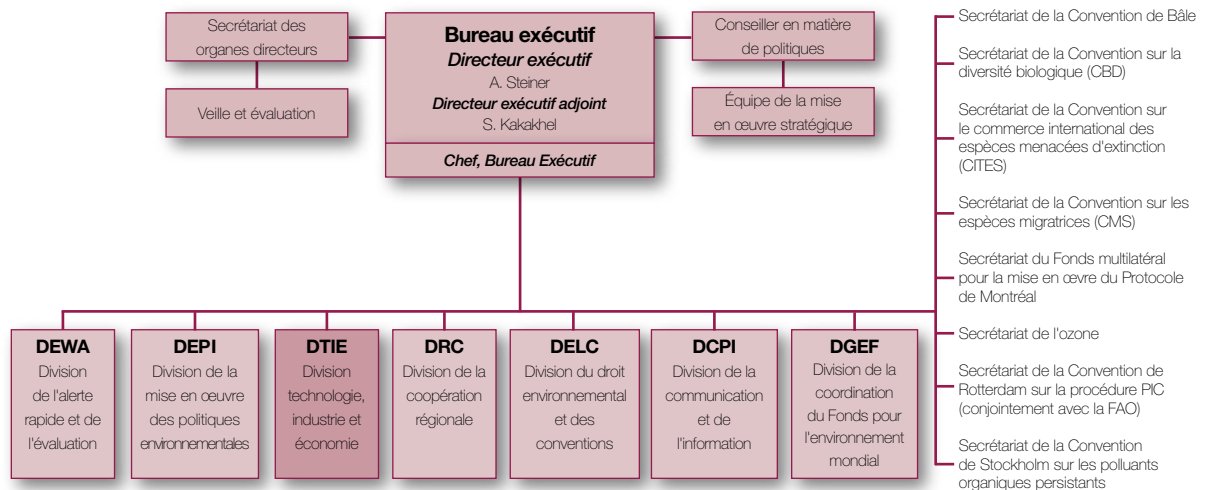
Les activités de la DTIE se concentrent sur la sensibilisation, l'amélioration des transferts de connaissances et d'informations, la promotion de la coopération technologique et des partenariats, ainsi que la mise en œuvre des conventions et accords internationaux. Ces activités relèvent de services couvrant les domaines suivants : responsabilité des entreprises, production

et consommation, technologies respectueuses de l'environnement, substances chimiques, énergie, ozone, économie, commerce et finance.

Les industries et les entreprises font face à un certain nombre d'enjeux liés au développement durable dans leurs opérations internationales et régionales. Pour celles qui cherchent conseil et soutien dans ce domaine, la DTIE offre un accès à des initiatives pratiques et à des projets pilotes répondant aux besoins actuels des secteurs publics et privés.

En établissant et en facilitant le dialogue entre les dirigeants politiques, les chefs d'entreprises et les personnalités de la société civile, la DTIE facilite la circulation d'information et favorise la prise de décisions, consciente des enjeux du développement durable. Forte de son expérience, elle fédère les ressources de centres d'excellence, d'organisations industrielles et commerciales, ainsi que celles des agences du système des Nations Unies ; cette action se concrétise par la production de

## Organigramme du PNUE

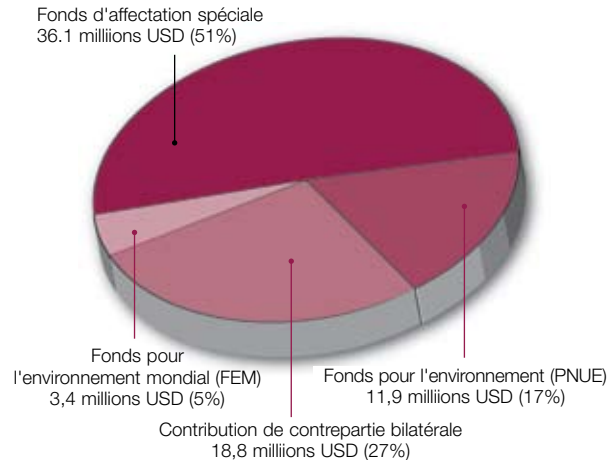


supports pour la formation et le développement des capacités des employés et des cadres. Elle apporte ainsi une contribution majeure aux efforts actuels du PNUE dans les domaines du renforcement des capacités et des connaissances. La DTIE participe largement au perfectionnement et à l'introduction de nouvelles stratégies et technologies qui débouchent sur des procédés et innovations concourant à la « durabilité » des activités des entreprises et à la production de biens et services favorisant des modes de vie durables.

Les activités comprennent la création de plates-formes rassemblant, dans un dialogue ouvert et franc, à la fois des acteurs du monde des entreprises et de l'industrie, des représentants de syndicats professionnels et du monde associatif, ainsi que notamment des représentants d'organisations non gouvernementales, de groupes de consommateurs. La DTIE travaille également avec des institutions financières et des partenaires du secteur privé pour aider les entrepreneurs à établir de nouveaux partenariats les rapprochant des objectifs du développement durable sur le plan local. D'autres activités concernent la collaboration avec des autorités publiques, le monde des entreprises et de l'industrie, des organismes de recherche et d'autres pour améliorer, avec les collectivités locales, la sensibilisation, la prévention et la préparation aux catastrophes naturelles et industrielles sur les sites à risque.

## Ressources financières de la DTIE

Les ressources de la DTIE, qui dépassent 70,3 millions de dollars US, proviennent de quatre sources principales.



## La structure de la DTIE

De Paris, la direction définit la politique générale et le programme de travail de la DTIE, coordonne les activités, assure la liaison avec les autres divisions du PNUE et promeut les activités qui permettent d'accroître la participation de l'ensemble des parties prenantes. La

**Présentation  
de la Division**

### La DTIE du PNUE a quitté la Tour Mirabeau en avril 2007

Les bureaux parisiens de la DTIE ont été transférés en avril 2007 à l'adresse suivante :

15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09  
France

Les numéros de téléphone et de télécopie, ainsi que les adresses électroniques, restent inchangés. Pour connaître les dernières nouvelles : [www.unep.fr](http://www.unep.fr)

division comprend un centre et cinq services. De plus, des responsables Industrie et Ozone dans quatre des six bureaux régionaux du PNUE — Afrique (ROA), Amérique latine et Caraïbes (ROLAC), Asie et Pacifique (ROAP) et Asie occidentale (ROWA) — assurent la continuité des activités de la division dans les régions.

**Le Centre international d'éco-technologie (IETC)** met en œuvre des programmes de gestion intégrée des déchets, de l'eau et des catastrophes, en Asie plus particulièrement.

**Le service Consommation et production durables** encourage des modes de consommation et de production durables afin de contribuer au développement humain par le biais du marché.

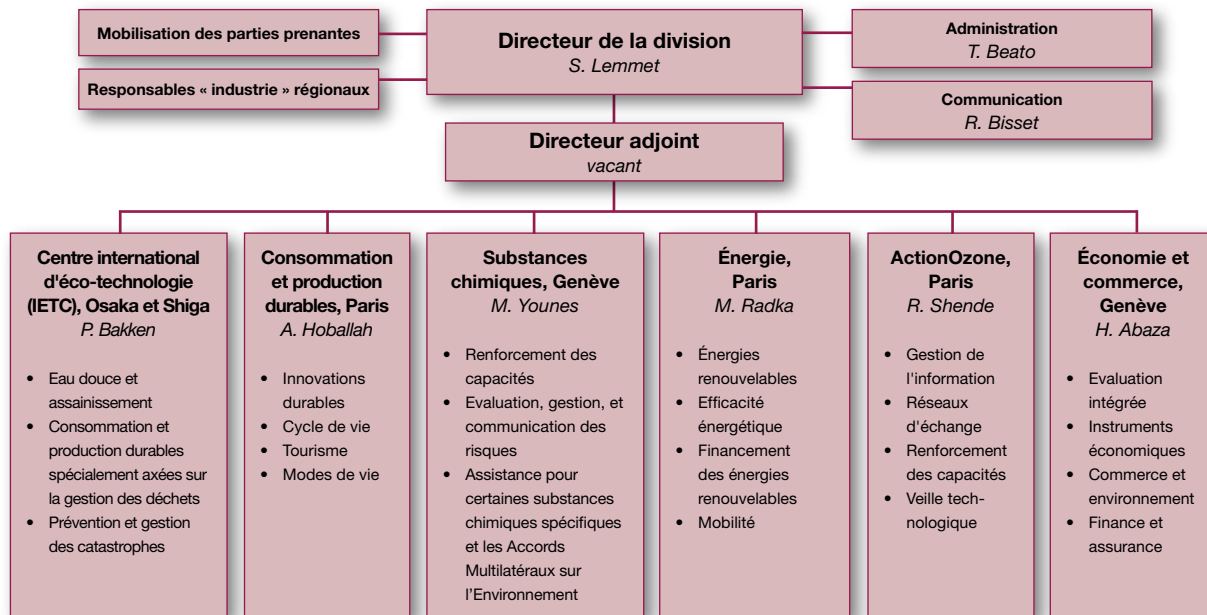
**Le service Substances chimiques** favorise le développement durable en agissant comme catalyseur à l'échelle mondiale des actions conduisant à la gestion rationnelle et sûre des substances chimiques dans le monde.

**Le service Énergie** préconise des politiques de l'énergie et des transports favorisant le développement durable.

**Le service ActionOzone** aide les pays en développement ou à économie en transition à éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone afin d'assurer la mise en œuvre du Protocole de Montréal.

**Le service Économie et commerce** renforce la capacité des pays à intégrer les considérations environnementales dans les politiques commerciales et économiques.

## Organigramme de la DTIE



## Apprendre en agissant

Le rapport "*Learning by Doing*" – UNEP DTIE 2004–2005 Sustainability Report a été rédigé ces deux dernières années par une équipe interne ([www.unep.fr/en/about/activity\\_report.htm](http://www.unep.fr/en/about/activity_report.htm)). C'est le premier rapport sur le développement durable développé au sein d'un bureau des Nations Unies respectant les lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI). Il apporte plusieurs innovations en formulant

les anticipations par rapport aux indicateurs de la GRI du point de vue du secteur public ou des Nations Unies et peut être considéré comme un modèle pour les autres Divisions du PNUE et les autres organismes du système des Nations Unies. Voici quelques exemples saillants des performances de la DTIE en matière de développement durable au cours des deux dernières années :

### Présentation de la Division

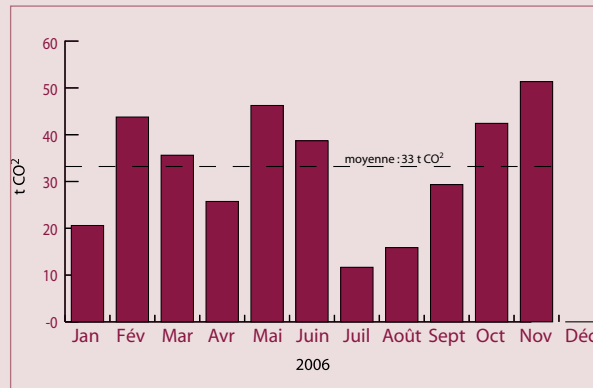
#### Réduire l'impact environnemental des voyages professionnels

En 2006, la DTIE a continué à surveiller les émissions de gaz à effet de serre associées aux déplacements professionnels du personnel basé à Paris. Les émissions de dioxyde de carbone liées aux voyages en avion et en train ont totalisé 400 tonnes sur les onze premiers mois de l'année (voir graphique). La tendance générale confirme une constante, à savoir des niveaux d'émissions élevés en février, mai, octobre et novembre, mois pendant lesquels il y a habituellement beaucoup de réunions internationales, mais faibles pendant les périodes de vacances, c'est-à-dire en décembre, janvier, juillet et août.

Pour réduire les impacts environnementaux des voyages professionnels de la Division, l'équipe Développement durable de la DTIE a formulé des recommandations qui ont également été utilisées par notre siège à Nairobi dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du Directeur exécutif d'agir sur l'impact des activités du PNUE en termes d'émissions de carbone :

- recourir plus souvent aux audioconférences et vidéoconférences quand la présence effective n'est pas essentielle ;
- optimiser les voyages en avion ou en train en anticipant les déplacements et en combinant missions et réunions quand elles doivent avoir lieu dans une même région ;
- prendre le train plutôt que l'avion chaque fois que possible ;

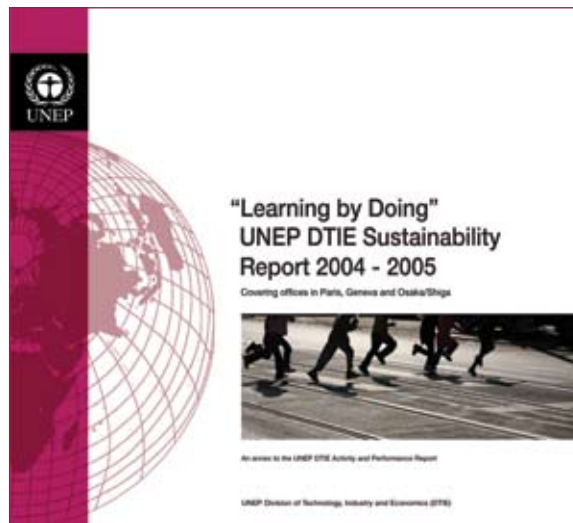
- réduire les distances de voyage pour les orateurs et les délégués lors de l'organisation des conférences, en particulier pour les réunions (sous) régionales. Choisir une ville hôte proche du plus grand nombre de délégués permet également aux participants de voyager par train plutôt qu'en avion ;
- compenser les effets nocifs des émissions de dioxyde de carbone qui ne peuvent être évitées en rachetant les émissions à compenser ou en finançant des projets de fixation du carbone.



- Preuve de notre impact économique indirect avec des investissements au rapport bénéfice/coût élevé, avec par exemple des projets de création d'entreprises de services énergétiques en milieu rural où les impacts indirects des projets locaux dépassent de loin les sommes investies pour les mettre en place ;
- Émissions de dioxyde de carbone liées aux déplacements professionnels de 348 tonnes en 2004 et 406 tonnes en 2005 pour le bureau de Paris (voir encadré, p. 5) ;
- Production de déchets de bureau (tels que papiers, emballages et bouteilles en plastique) estimée à 9,52 tonnes en 2005 pour le bureau de Paris ;
- Mesures pour des réunions plus respectueuses de l'environnement, avec par exemple distribution de billets de transports publics aux personnes qui participent à nos principales réunions annuelles ;
- Conclusions en matière de performances sociales tirées de l'enquête « Exprimez-vous » menée en 2004 auprès du personnel, avec un taux de réponses de 55 % et la majorité des répondants plaçant en tête des priorités la poursuite de la formation dans le domaine informatique.

### **De nouveaux bureaux plus respectueux de l'environnement pour la DTIE**

La DTIE s'apprête à déménager ses bureaux parisiens au 15 rue de Milan, début 2007. Les recommandations de notre équipe Développement durable ont été prises en compte pour la rénovation du nouveau bâtiment, notamment l'emploi de peintures murales et de vernis écolabellisés, de moquettes fabriquées en tenant compte du cycle de vie, de chasses d'eau à deux débits, de robinets d'eau avec minuterie et d'éclairages basse consommation. Courant 2007, il est prévu d'étudier la manière dont peuvent être promues des procédures opérationnelles respectueuses de l'environnement et un environnement de travail productif et respectueux du personnel.



"*Learning by Doing*" est un rapport fondateur complet sur lequel nous pouvons nous appuyer pour nous concentrer sur les domaines où notre impact est le plus important. Il est disponible sur notre site Internet, en annexe au Rapport d'activités et de performances de la DTIE du PNUE.

### **Mobilisation des parties prenantes**

#### **23e Conférence consultative annuelle du monde des entreprises et de l'industrie**

Les 26 et 27 octobre 2006, le PNUE a accueilli à Paris, en partenariat avec la Chambre de commerce internationale, la 23e Conférence consultative annuelle du monde des entreprises et de l'industrie. Ouverte par le Directeur exécutif adjoint du PNUE, Monsieur Shafqat Kakakhel, cette conférence a réuni 100 participants, parmi lesquels des représentants de 43 organisations professionnelles et associations sectorielles, 12 représentants d'entreprises, 13 ONG dont Greenpeace, le WWF et l'UICN, ainsi que la Confédération internationale des syndicats libres et l'Agence



internationale de l'énergie. Les discussions ont porté principalement sur les moyens de stimuler le renforcement des capacités dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'utilisation rationnelle des ressources face aux enjeux énergétiques et climatiques, mais aussi de promouvoir la responsabilité des entreprises dans le développement industriel. Ces deux derniers thèmes figurent à l'ordre du jour des sessions en cours de la Commission du développement durable (CDD). L'examen des plans d'action possibles pour différents secteurs industriels s'est appuyé sur les 30 fiches

de suivi parues dans la publication « *Class of 2006* » lors de la CDD-14, en mai 2006 à New York. Organisée par les gouvernements norvégien et sud-africain, la réunion de lancement de cette publication a fait le point sur l'avancement des approches basées sur le cycle de vie et sur l'efficacité des initiatives volontaires pour promouvoir la responsabilité des entreprises.

### **Rapports de développement durable**

La DTIE a été étroitement associée au lancement de la troisième révision (ou version G3) des Lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) concernant les rapports de développement durable. Le Directeur exécutif du PNUE, Monsieur Klaus Töpfer, a prononcé un discours lors de la session plénière d'inauguration de la réunion de lancement où se sont succédés plusieurs orateurs de haut niveau, notamment S.A.R. le prince d'Orange et l'ancien Vice-Président des États-Unis, Al Gore. A cette occasion, le PNUE et KPMG ont également lancé « *Carrots and Sticks for Starters* », un rapport qui fait le point sur les tendances et approches des règles obligatoires et volontaires de production des rapports de développement durable ([www.unep.fr/outreach/reporting/public\\_sector.htm](http://www.unep.fr/outreach/reporting/public_sector.htm)). Il s'agit d'un guide précieux pour les fonctionnaires et les cadres d'entreprises qui porte sur les tendances législatives en matière de rapports dans les pays de l'OCDE et certaines économies de marché émergentes.

Le 9 novembre, en collaboration avec SustainAbility et Standard & Poor's, le PNUE a lancé « *Tomorrow's Value* », dernière enquête comparative biennale sur les principales pratiques des entreprises en matière de rapports de développement durable ([www.unep.fr/en/shared/hilites/SustainAbility.2006.Tomorrow%27sValue.pdf](http://www.unep.fr/en/shared/hilites/SustainAbility.2006.Tomorrow%27sValue.pdf)). Ce rapport a été lancé à Londres, New York et Sao Paulo.

En 2006, le Global Public Policy Institute, un groupe de réflexion indépendant, a procédé pour le PNUE à une évaluation de l'ensemble du processus GRI dans laquelle

il fournit au Conseil d'administration de la GRI une analyse sur laquelle appuyer sa planification stratégique ; il propose également de nouveaux moyens de promouvoir le cadre de la GRI avec la participation du secteur privé et du secteur public.

### **Le Pacte mondial des Nations Unies**

Le PNUE a poursuivi son action en tant que représentant du Pacte mondial dans le cadre du processus engagé par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) pour élaborer une nouvelle norme sur la responsabilité sociale. La réunion d'experts organisée à Lisbonne du 15 au 19 mai a permis de rappeler aux participants les outils de gestion prônés par le PNUE et ses partenaires pour promouvoir la dimension environnementale (consommation et production durables) de la responsabilité sociale. La DTIE a également présenté un atelier sur les entreprises et le changement climatique lors de la réunion annuelle des réseaux nationaux du Pacte mondial tenue à Barcelone les 26 et 27 septembre. Auparavant, en février, lors de la réunion annuelle du réseau interagences des responsables des services généraux des Nations Unies à Addis Abeba, le PNUE avait présenté les avancées de l'internalisation des principes du Pacte mondial dans le système des Nations Unies et discuté des nouveaux moyens de promouvoir les systèmes de management environnemental au sein des agences des Nations Unies.

### **Développement des partenariats**

Le PNUE est, depuis sa création, resté l'un des principaux partenaires, avec le PNUD et l'UICN, de l'initiative SEED qui soutient le développement de partenariats locaux pour la réalisation des objectifs de la Déclaration du Millénaire et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg. En 2006, c'est l'Allemagne qui a présidé le Conseil d'administration de l'initiative. Un forum sur les partenariats Seed s'est déroulé

à New York lors de la CDD-14 pour le lancement du premier rapport sur les partenariats Seed qui fait le bilan du premier cycle biennal de l'initiative et analyse les progrès accomplis par les cinq partenariats lauréats bénéficiant de services de soutien. Le second cycle de l'initiative a été lancé dans l'année et les propositions pour l'édition 2007 des « *Seed Awards* » ont été reçues. Les finalistes ont été sélectionnés parmi plus de 200 candidatures et se verront remettre leur prix lors de la CDD-15 en mai 2007.

### **Technologies écologiquement rationnelles (Ecotechnologies)**

En début d'année, la DTIE a organisée une exposition sur les Ecotechnologies (EST Showcase) lors du Forum ministériel mondial sur l'environnement qui s'est déroulé à Dubaï, du 5 au 8 février. Organisée par le PNUE avec le soutien du Zayed International Prize, du PNUD et du Pacte mondial des Nations Unies, cette exposition a réuni 42 stands sur les technologies propres. Elle a été inaugurée par le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et Sheikh Mohammed bin Rashid. A cette occasion, le Kenya a offert au Secrétaire général des roses cultivées sans substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

### **Transfert d'activités en 2007**

En 2007, les activités du programme Mobilisation des parties prenantes seront transférées au service Consommation et Production durables.

## Le Centre international d'éco-technologie (IETC)

En 2006, le Centre international d'écotechnologie (IETC) a poursuivi ses activités et programmes dans trois domaines : eau et assainissement ; consommation et production durables, axées plus particulièrement sur la gestion des déchets ; prévention et gestion des catastrophes. Le principe de base dans ces trois domaines est l'utilisation de technologies écologiquement rationnelles (écotechnologies). En tant que centre technologique, l'IETC souscrit au Plan stratégique de Bali et soutient sa mise en œuvre par l'utilisation des écotechniques sur le terrain et le renforcement des capacités des pays en développement.

### Impacts du projet du PNUE pour les marais irakiens

- « Ce projet a eu « un impact considérable en redonnant confiance aux communautés. »
- « La contribution et le soutien apportés aux familles irakiennes revenues dans les marais irakiens grâce à ce projet sont hautement appréciés par les intéressés ; ils ont dans une grande mesure allégé la souffrance et couvert les besoins élémentaires de la vie humaine. »
- On observe « une confiance et un désir croissants de faire renaître la vie dans l'écosystème des marais, ce qui encourage de nombreuses familles à revenir dans leur village...qui se traduit par une augmentation des effectifs de bétail, la production et la fourniture de produits laitiers, la fabrication d'objets d'artisanat en rotin et d'autres produits de base pour les principaux marchés urbains, ce qui constitue une source de revenus supplémentaires, d'emplois et, plus généralement, d'amélioration de la prospérité de la communauté. »

*Extraits du rapport de suivi et d'évaluation du projet*

En juin 2006, les 15 nouveaux membres du Comité consultatif international de l'IETC ont tenu la 7e conférence du Comité et ont décidé de se réunir tous les deux ans, avant l'élaboration du programme de travail biennal de l'IETC.

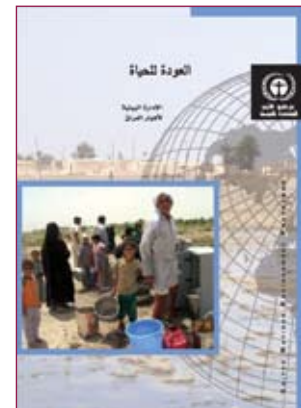
### Eau et assainissement

L'IETC a poursuivi ses activités de soutien à la mise en œuvre des écotechnologies pour améliorer l'accès durable à une eau potable de qualité et à des infrastructures d'assainissement, notamment le renforcement des capacités, une aide à l'élaboration des politiques, la fourniture d'outils d'évaluation et d'information et des actions de sensibilisation.

### Projet des marais irakiens

La seconde phase du projet de soutien à la gestion environnementale des marais irakiens a démarré en 2006, avec le soutien financier des gouvernements italien et japonais et en coordination avec plusieurs ministères irakiens (Environnement, Ressources en eau, Municipalités et Travaux publics), les gouvernorats du sud, des groupements de communautés locales et d'autres acteurs. Les impacts positifs du projet, énumérés ci-dessous, ont été largement exposés en novembre 2006 à la BBC, lors d'une émission de la série Earth Report du WWF.

- **Approvisionnement en eau potable de**



IETC

**six communautés** : près de 22 000 habitants de six communautés des provinces de Thi-Qar, Missan et Basra ont désormais accès à l'eau potable grâce à la mise en œuvre d'écotechnologies et à la formation du personnel des stations d'assainissement et de distribution. Un accord a été conclu avec les autorités locales et nationales pour transférer la gestion et la propriété des infrastructures. Fin 2006, l'élargissement du projet à une autre communauté a été entrepris avec des fonds supplémentaires du gouvernement japonais.

- **Projets pilotes d'assainissement et de réhabilitation des marais** : le projet a fait la démonstration d'un système d'assainissement écologiquement durable appelé « zones humides construites » dans une communauté de la province de Thi-Qar, où environ 170 habitants étaient exposés à des risques sanitaires en raison du déversement d'eaux usées non traitées dans un canal des environs.
- **Projet pilote pour réhabiliter et reconstruire les zones humides dégradées** : a été mené sur deux sites, en coopération avec le Centre pour la restauration des marais irakiens (CRIM) du ministère des Ressources en eau. La conception, la construction et la gestion du projet pilote de réhabilitation des zones humides ont été effectués principalement avec des spécialistes irakiens formés dans le cadre du projet.
- **Collecte et analyse de données** : des données démographiques et socioéconomiques, sur la production et la gestion des déchets ont été collectées et analysées pour éclairer le processus décisionnel en vue d'une

saine gestion des marais, grâce à des contributions du gouvernement italien. Des données nouvelles ou jusqu'à jamais publiées sur la qualité de l'eau et la gestion des ressources en eau sont désormais disponibles. Ces données sont partagées via le réseau d'information sur les marais MIN. Une formation technique sur ce réseau a été organisée en Irak et à l'étranger pour les informaticiens et les techniciens.

- **Formation et sensibilisation** : un atelier international sur la gestion durable des marais irakiens s'est déroulé en décembre 2006 à Kyoto, au Japon, pour analyser les progrès et définir de nouvelles priorités et les moyens de soutenir ces priorités en vue d'une gestion rationnelle des marais. Des hauts fonctionnaires du gouvernement irakien, des chefs de communautés des gouvernorats du sud, ainsi que les représentants de diverses organisations multilatérales et bilatérales ont participé à l'atelier. Une formation de deux semaines sur l'approvisionnement en eau potable grâce aux écotechnologies et sur la gestion de la qualité de l'eau a été organisée. (*marshlands.unep.or.jp*)

### Application de la phytotechnologie

#### Projet pilote pour améliorer la qualité de l'eau à

**Bocaina, Brésil** : la municipalité de Bocaina, au Brésil, s'est adressée à l'IETC pour trouver une solution à son problème de pollution de la rivière locale par les effluents d'une station d'épuration des eaux ménagères. Un projet pilote comprenant la conception et la réalisation d'une zone humide artificielle pour traiter une partie des effluents a été élaboré pour démontrer l'efficacité et la fiabilité de la



méthode phytotechnologique. Ce projet prévoyait également un atelier de formation et des activités relatives au partage des informations. L'Institut international d'écologie et de management environnemental de Sao Paulo et la Fondation du Comité international des environnements lacustres (qui soutient l'IETC) participeront au projet pendant ses deux années de mise en œuvre.

### Consommation et production durables axées particulièrement sur la gestion des déchets

Les activités de l'IETC dans le domaine de la gestion des déchets reposent sur la promotion d'une plus grande utilisation des écotecnologies, en particulier pour convertir les déchets en ressource utile.

**Initiative 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler) :** dans le prolongement de la Conférence ministérielle 3R d'avril 2005, l'IETC a participé aux réunions de hauts fonctionnaires à Tokyo aux mois de mars, octobre et novembre 2006. Organisées par le ministère japonais de l'Environnement, ces réunions ont discuté de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence ministérielle. L'IETC a également contribué à la rédaction des questions.

**Initiative des villes éco-citoyennes :** en août 2006, l'IETC et le Centre pour l'environnement mondial (GEC) ont pris contact avec des villes de la région Asie-Pacifique pour diffuser les enseignements tirés de l'application du concept de villes éco-citoyennes à Kawasaki et dans d'autres villes du Japon. Des discussions ont été engagées avec les autorités de l'île de Penang (Malaisie), Bandung (Indonésie) et Pune (Inde). En octobre 2006, en collaboration avec la ville de Kawasaki, une formation de 10 jours sur l'application du concept de villes éco-citoyennes a été dispensée à 10 stagiaires des villes ciblées.

**Projet d'augmentation des ressources au Viet Nam :** un projet d'augmentation des ressources a été mis au point avec le Centre national de production plus propre du Viet Nam (VNCPC) et appliqué par la société sucrière Binh Dinh. Des écotecnologies ont été identifiées et utilisées dans

trois domaines : récupération des eaux de pluie, réutilisation des eaux usées et compostage des déchets organiques. Des ateliers de sensibilisation aux questions de politique et de formation ont été organisés pour le VNCPC et les responsables de la conception des écotecnologies. Des modèles d'installations de récupération des eaux pluviales, de réutilisation des eaux usées et de compostage amélioré ont également été développés. Le projet devrait s'achever début 2007.

**Gestion intégrée des déchets solides en Chine :** dans le cadre d'un accord-cadre, le PNUE aide le nouveau district de Wuxi (WND) en Chine à analyser les déchets solides municipaux, industriels et médicaux, et à élaborer un plan de gestion intégrée de ces déchets qui couvre notamment la réduction des volumes de déchets, le recyclage et la valorisation, la collecte et le transport, le tri et la récupération des matériaux, le traitement, l'élimination par méthanisation. La première activité (caractérisation/quantification des déchets et évaluation du système de gestion) s'est achevée en décembre 2006. L'équipe du WND chargée du projet a été formée à la collecte et à l'analyse des données. Sur la base de ces données et d'une analyse des expériences nationales et



internationales dans ce domaine, le plan de gestion intégrée des déchets solides sera élaboré au cours du 1er trimestre 2007.

**Plan de gestion intégrée des déchets solides pour Maseru (Lesotho) :** au cours de la Phase I, mise en œuvre en coopération avec le ministère de l'Environnement du Lesotho, des données de référence ont été collectées pour qualifier et quantifier les déchets municipaux, industriels et médicaux. La Phase II, pour laquelle la Norvège a proposé son financement, prévoit l'élaboration d'un plan de gestion intégrée des déchets solides en étroite coopération avec le ministère des Collectivités locales, ainsi qu'une activité pilote pour renforcer les capacités locales et soutenir les écotecnologies pendant 12 mois. Lors de la Phase III, la municipalité de Maseru mettra en œuvre le plan de gestion intégré élaboré.



**Plan de gestion intégrée des déchets solides pour la ville de Pune (Inde) :** ce projet, qui bénéficie de l'aide financière de la Norvège, a pour but de développer les capacités locales et de soutenir les écotecnologies de traitement des déchets solides issus de tous les flux de déchets. L'accent sera mis sur les nouvelles formes de déchets, comme les déchets électroniques et les déchets plus difficiles à traiter de l'industrie et du secteur hospitalier.

## Prévention et gestion des catastrophes

### Démonstration d'écotecnologies pour la réduction des déchets du bâtiment en Indonésie (DEBRI)

L'IETC a mis en œuvre le projet DEBRI en Indonésie, dans les secteurs de Banda Aceh touchés par le tsunami, avec des fonds de la Commission européenne (CE) et en collaboration avec le ministère indonésien de l'Environnement. Le but est d'aider à la reconstruction et à la réhabilitation par des partenariats permettant la mise en place d'écotecnologies de traitement/réutilisation/recyclage des débris produits par le tsunami qui a ravagé l'océan Indien, ainsi que des déchets de construction/démolition qui sont produits chaque jour.

### Système d'information des écotecnologies (ESTIS)

Le développement d'ESTIS s'est poursuivi en 2006 afin de mettre au point un outil pour établir et gérer via Internet des réseaux d'échange et de diffusion d'informations entre les participants ([www.estis.net](http://www.estis.net)). En 2006, cinq nouveaux réseaux ont été établis. Fin octobre 2006, plus de 550 sites étaient hébergés par ESTIS qui est désormais disponible en espagnol, en arabe et en français. Le premier serveur ESTIS en Irak a été mis en place à Basra en août 2006.

## Consommation et Production durables (CPD)

En 2006, le service Production et Consommation a été rebaptisé le service Consommation et Production durables (CPD) ; il s'appuie sur de solides partenariats et intègre progressivement la responsabilité sociale des entreprises dans ses activités. Le travail dans les régions a été intensifié par des tables rondes nationales, la mise en place des groupes de travail de Marrakech (groupes de travail informels travaillant sur des questions spécifiques de CPD) et le développement d'outils de formation. De nouvelles activités, comme l'écolabellisation, la lutte contre la pauvreté, les achats durables et les déchets électroniques sont apparues et la coopération avec d'autres agences des Nations Unies comme le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UN DESA), l'UNESCO, le PNUD et l'ONUDI a été renforcée. Le soutien de l'UE a permis la création du Panel d'experts sur l'utilisation durable des ressources naturelles. Le partenariat avec l'industrie et le secteur privé a connu des résultats tangibles, en particulier dans le domaine d'initiatives telles que l'initiative Bâtiments et constructions durables (SBCI).

### Cadre décennal de programmes sur la consommation et la production durables

Le service a poursuivi son rôle actif dans le développement du Cadre décennal de programmes sur la consommation et la production durables (Processus de Marrakech) et a notamment débouché sur l'élaboration du Cadre décennal africain de programmes sur la consommation et la production durables, lancé en mai 2006 en Éthiopie avec le soutien de l'AMCEN, du NEPAD et de l'Union africaine. Dans la région Asie-Pacifique, le centre d'assistance régional sur la consommation et la production durables a été mis en place à Pékin (Chine). Deux tables rondes nationales sur la consommation et la production durables ont été organisées en Chine et en Inde avec le soutien de l'Union Européenne. Deux autres tables rondes sont programmées pour 2007 au Brésil et en Afrique du Sud.

Le PNUE a poursuivi son travail de soutien aux groupes de travail de Marrakech en coopération avec UN DESA. Trois autres groupes de travail ont été constitués, ce qui porte leur nombre à sept. Le PNUE et le Centre de collaboration PNUE/ Institut Wuppertal sur la consommation et la production durables (CSCP) ont apporté leur aide au travail des groupes.

Pour renforcer la coopération avec les banques et les agences de développement régionales, le PNUE a mené une enquête sur le dialogue en faveur de la coopération avec les agences de développement afin d'identifier les projets liés à la consommation et à la production durables et de trouver des mécanismes de coopération et de meilleure intégration de la consommation et de la production durables dans leurs programmes ([www.unep.fr/sustain](http://www.unep.fr/sustain)).

Le PNUE rédige actuellement un manuel sur les stratégies nationales en matière de consommation et de production durables ainsi qu'un projet de démonstration sur deux ans en Argentine, avec le soutien du DEFRA (ministère britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales).

Au cours des quatre prochaines années et avec l'aide de l'UE, le service CPD encouragera l'écolabellisation en Chine, en Inde, au Brésil, au Mexique, au Kenya et en Afrique du Sud, en fournissant des prestations de renforcement des capacités et d'assistance technique aux acteurs concernés.

En collaboration avec le CSCP, le PNUE a réalisé un manuel pilote sur l'intégration de la consommation et de la production durables "*Integration of SCP in Poverty Reduction Strategy Papers*" qui servira de guide conceptuel et pratique. Ce manuel sera testé dans le cadre de projets au Sénégal et au Ghana.

Le PNUE a également commencé la mise en œuvre d'un projet sur la consommation et la production durables comme outils de lutte contre la pauvreté avec l'aide financière de la

Norvège ; il prévoit notamment des approches sectorielles et des projets de démonstration dans diverses régions.

### Production plus propre (CP)

Les efforts du PNUE dans ce domaine sont axés sur les outils favorisant le développement et l'adoption de la production plus propre dans le monde. Les activités menées en 2006 sont notamment :

- une évaluation de la situation des Centres nationaux de production plus propre dans le monde, des difficultés et des opportunités qu'ils rencontrent ;
- un CD-ROM de matériel didactique sur l'intégration de la production plus propre et des accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ainsi que des événements de sensibilisation dans le cadre d'un projet soutenu par l'Agence de développement internationale de Suède (SIDA) ;
- un programme de formation sur la production plus propre et l'efficacité énergétique pour neuf NCPC avec le soutien d'InWent (Allemagne) ;
- Production plus propre pour la conservation des ressources en eau dans le secteur africain des brasseries, dont les principaux résultats en 2007 devraient être un bilan de la situation et l'élaboration d'une stratégie panafricaine, dans le cadre du projet ABREW, avec le soutien de l'Agence de développement internationale de Danemark (DANIDA) ;
- un réorientation stratégique de la production plus propre vers la consommation et la production durables est en cours, en coopération étroite avec l'ONUDI.

### Initiative « Cycle de vie »

Lancée par le PNUE et la Société de Toxicologie et Chimie de l'Environnement (SETAC), cette initiative encourage la prise en compte du cycle de vie partout dans le monde (*l'initiative.unep.fr*). Les événements marquants de l'année 2006 sont notamment :

- la remise des prix Évaluation du cycle de vie (LCA) avec des licences gratuites de logiciels LCA et l'accès pendant 12

mois à une base de données d'inventaires du cycle de vie ;

- les résultats d'une enquête sur une plus grande intégration des principes du cycle de vie dans les méthodes classiques de développement de produits et les pratiques commerciales.

Le groupe de travail PNUE/SETAC sur le cycle de vie a progressé sur les aspects sociaux en adoptant une série d'indicateurs : travail des enfants, salaires, corruption, liberté d'association, pratiques commerciales justes (voir ISO 26 000), prestations sociales/sécurité sociale, égalité des chances/discrimination (y compris abus sexuels), hygiène et sécurité, durée du travail et travail forcé. Parmi ses travaux futurs figure l'élaboration d'un Code de bonne conduite pour l'évaluation sociale du cycle de vie.

### Secteurs industriels

Le PNUE a co-organisé aux Philippines une session de formation de trois semaines sur les systèmes de gestion environnementale et la prévention des accidents dans le secteur minier, ouvrant la voie à une intensification des efforts de renforcement des capacités dans la région. Une activité de formation sur l'environnement, l'hygiène et la santé dans le secteur pétrole et gaz a été menée en Malaisie.

Le PNUE a mis en place un projet pilote sur la gestion durable des zones industrielles en Tunisie, en coopération avec GTZ (Allemagne) et le Centre international des technologies de l'environnement de Tunis (CITET), avec le soutien financier du ministère allemand de la Coopération Économique et du Développement.

### Prévention et préparation aux situations d'urgence au niveau local (APELL)

L'Union Européenne a approuvé un projet du PNUE associant de nombreux partenaires pour mettre en œuvre la réduction des risques de catastrophe par adaptation du processus PNUE-APELL aux besoins spécifiques des destinations touristiques.

Plusieurs démonstrations d'APELL et sessions de formation

### Initiative « Bâtiments et construction durables » (SBCI)

Lancée en avril 2006, il s'agit d'un partenariat entre des acteurs du secteur privé du bâtiment et le PNUE. Cette initiative encourage les pratiques durables dans le secteur du bâtiment. Elle prône en particulier une réduction de la contribution du secteur du bâtiment au changement climatique et des politiques et instruments économiques pour une approche de la conception, de la construction et de l'utilisation des bâtiments basée sur le cycle de vie. En 2006, l'initiative a réuni 27 membres de 14 pays, a établi deux groupes de réflexion et trois projets pilotes, a organisé trois ateliers/réunions et a publié son premier rapport stratégique, *Climate Change and Energy Efficiency in Buildings* (Changement climatique et efficacité énergétique dans les bâtiments).

ont eu lieu au Maroc et au Sri Lanka dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités au niveau national et local financé par la France. Un nouveau kit de formation APELL est en cours d'élaboration et devrait être disponible début 2007. ([www.unep.fr/pc/apell/publications/mining.html](http://www.unep.fr/pc/apell/publications/mining.html))

Parallèlement, un guide pratique sur la reconstruction durable dans les régions touchées par des catastrophes a été réalisé en coopération avec le service Gestion des catastrophes du PNUE.

### Activités touristiques

La stratégie de tourisme durable du PNUE a été présentée au GMEF/GCSS à Dubaï en février 2006.

La France et le PNUE ont institué le groupe de travail sur le tourisme durable du processus de Marrakech en organisant un atelier en septembre 2006. Une publication sur le tourisme dans les déserts a été produite dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement ; elle donne des conseils aux voyageurs et aux coordinateurs du tourisme pour rendre

leurs activités plus durables. Lors du Forum mondial 2006 du tourisme pour la paix et le développement durable, le PNUE a organisé trois ateliers donnant des orientations en matière d'innovation pour un tourisme durable, de sensibilisation des consommateurs aux voyages responsables et d'intégration du développement durable dans le programme mondial de développement du tourisme.

Le PNUE a engagé une collaboration avec le PNUD à Chypre, principalement dans le but de mettre en pratique les principes environnementaux du Pacte mondial, en particulier dans le secteur du tourisme. L'année 2006 a également vu la mise en œuvre du projet « *Mesoamerican Reef Alliance* » de l'ICRAN. Un partenariat entre le PNUE, le ministère du Tourisme népalais et SNV (Pays-Bas) a débouché sur l'approbation d'un projet financé par l'UE pour la création et la commercialisation de produits touristiques plus durables au Népal.

### Communication, éducation et sensibilisation

Le site en langue anglaise [youthxchange.net](http://youthxchange.net), qui a pour vocation d'aider les groupes de jeunes, les ONG et les enseignants à contribuer à la sensibilisation à la consommation durable et à donner aux jeunes les moyens de mettre en pratique la théorie relative aux choix de styles de vie durables, a été lancé en janvier 2006 et enregistre actuellement plus de 7 000 visiteurs par mois. Une réunion du PNUE et de l'UNESCO sur le réseau youthxchange en avril 2006 a permis pour la première fois aux différents partenaires de partager leur expérience du projet au niveau local. Les participants ont demandé au PNUE d'intensifier la formation sur « youthXchange » et de mettre en place des relais régionaux pour étendre le projet et le réseau. A la suite de cette suggestion, des consultations concernant un réseau youthxchange en Asie de l'Ouest et dans les pays nordiques ont été engagées.

Le PNUE a produit un spot télévisé sur les déchets électroniques et a soutenu la réalisation de deux spots télévisés sur le secteur forestier et la construction durable.

Le PNUE a mis au point un programme de sensibilisation à la consommation et à la production durables pour les commerçants d'Indonésie, de Malaisie et des Philippines, avec le soutien du ministère allemand de l'Environnement.

### Galerie sur la communication relative au développement durable

La Galerie créative du PNUE sur la communication relative au développement durable ([www.unep.fr/sustain/advertising/ads.htm](http://www.unep.fr/sustain/advertising/ads.htm)) est une base de données en ligne de centaines de campagnes publicitaires, de pouvoirs publics et d'ONG du monde entier. Les campagnes présentées traitent les questions de développement durable à travers divers thèmes, types de médias et stratégies. Depuis son lancement en juin 2006, la Galerie a reçu plus de 150 000 visites.

### Achats durables

Le travail du PNUE sur les achats durables s'est concentré sur le renforcement des capacités avec l'élaboration et l'animation d'un stage de formation sur les achats durables pour 30 fonctionnaires du gouvernement marocain en

juin 2006. Ce projet a débouché sur l'élaboration d'une méthodologie de renforcement des capacités en matière d'achats durables qui guidera le travail du PNUE. Un rapport sur les pratiques d'achats au PNUE a été préparé et sera présenté au Conseil d'administration en février 2007.

### Groupe d'experts sur l'utilisation durable des ressources

Avec le soutien de l'UE, le PNUE a lancé un projet visant à constituer un groupe international d'experts sur l'utilisation durable des ressources naturelles. Des experts en gestion des ressources et des scientifiques seront invités à en faire partie. En même temps, des représentants de gouvernements seront invités à soutenir le groupe en siégeant à son Conseil d'administration.

### Économie circulaire

Un projet d'économie circulaire soutenu par l'UE dans la ville de Guiyang, en Chine, s'est traduit notamment par une étude sur les politiques existantes, un atelier sur le renforcement des capacités pour les décideurs politiques en Chine et une analyse des lacunes de l'action politique qui, en 2007, débouchera sur des plans d'action spécifiques pour mettre en pratique l'économie circulaire à Guiyang.

### Publications 2006

- *Greening Shops and Saving Costs – A Practical Guide for Retailers*
- *Design for Sustainability – A Practical Approach for Developing Economies*
- *Tourisme et Déserts : Guide pratique pour gérer les impacts environnementaux et sociaux du tourisme dans les déserts*
- *Sustainable Consumption and Production in Africa – Second Regional Status Report (2004–2006)*
- *Energy Efficiency Guide for Industry in Asia*



### Séminaire à propos de la CPD

Le 9e Séminaire de haut niveau sur la consommation et la production durables, « *Creating Solutions for Industry, Environment and Development* » s'est déroulé à Arusha, en Tanzanie, du 10 au 12 décembre 2006. Quatre secteurs principaux ont été abordés : agriculture et alimentation, énergie, tourisme et déchets. La réunion a permis d'identifier des domaines prioritaires et de formuler des recommandations spécifiques dans ces domaines.



## Substances chimiques

Le service Substances Chimiques du PNUE est la principale force catalytique du système des Nations Unies pour la gestion rationnelle des substances chimiques. Il a pour objectif de promouvoir la sécurité et de donner aux pays l'accès à l'information sur les substances chimiques. A cet effet, des activités sont engagées dans plusieurs domaines :

- renforcement des capacités dans les pays en développement ou à économie en transition ;
- évaluation des risques, gestion des risques et communication ;
- substances chimiques spécifiques comme le mercure, le plomb et le cadmium ;
- accords multilatéraux sur l'environnement spécifiques, tels que la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) et la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international.

### Principaux événements de l'année 2006

L'année 2006 a vu le démarrage de plusieurs activités pour soutenir la mise en oeuvre de l'Approche stratégique pour la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et quelques changements avec la mise en place des secrétariats de la Convention de Stockholm et de la Convention de Rotterdam.

Les nouvelles activités d'appui à la mise en oeuvre de la SAICM sont de deux sortes : les fonctions de secrétariat qu'il a été demandé au PNUE de remplir pour appuyer la mise en oeuvre de l'Approche stratégique dans son ensemble, et les activités que le PNUE entreprend pour assister ceux qui se préoccupent des questions d'environnement,

en particulier dans les pays en développement ou à économie en transition.

Le service Substances Chimiques a été chargé de mettre en place le Secrétariat des Conventions de Stockholm et de Rotterdam, mais il n'aura plus la responsabilité d'organiser les tâches liées au programme de travail des Secrétariats, ainsi que l'a décidé la Conférence des Parties aux deux Conventions. Il continuera toutefois à apporter une assistance technique aux deux Conventions.

### Plan Stratégique de Bali pour l'Appui Technologique et le Renforcement des Capacités

On observe un décalage croissant entre la dépendance à l'égard des produits chimiques et la capacité à garantir la sécurité, en particulier dans les pays les moins développés. Le Plan stratégique de Bali, élaboré en réponse à la décision SS.VII/1 (2002) du Conseil d'administration du PNUE concernant le renforcement de la gouvernance internationale en matière d'environnement, est une démarche intergouvernementale visant à renforcer le soutien technologique et le développement des capacités dans les pays en développement ou à économie en transition. Il renforce le rôle du PNUE dans ce domaine et s'appuie sur les domaines où il a apporté la preuve de ses compétences et de son savoir-faire.

L'un des principaux domaines d'activité thématique identifiés est la gestion rationnelle des produits chimiques afin de répondre à la nécessité urgente de renforcer les capacités nécessaires pour atteindre l'objectif 2020 du Plan de Johannesburg « de produire et utiliser les substances chimiques de façon à réduire leurs effets néfastes majeurs sur la santé humaine et l'environnement ».

**Substances  
chimiques**

Le service Substances Chimiques du PNUE a entrepris d'élaborer plusieurs initiatives en coopération avec d'autres agences des Nations Unies, notamment le PNUD, afin de renforcer son soutien au développement des capacités nationales en matière de gestion rationnelle des produits chimiques, en particulier pour intégrer cette gestion dans le processus de développement.

### **Réseau d'Echange d'Informations sur les produits Chimiques (REIC)**

Le projet REIC est le fruit d'un partenariat entre le PNUE, l'Agence américaine de protection de l'environnement (USEPA) et soutenu par les Fonds POP canadiens et les fonds suisses ; cette plateforme a pour vocation de faciliter l'accès à l'information sur les produits chimiques pour leur gestion rationnelle et ce faisant, d'aider les pays à se conformer aux obligations des divers accords multilatéraux sur l'environnement en facilitant l'accès et la dissémination des informations pertinentes. Le REIC a été mis en œuvre dans près de 43 pays d'Afrique et d'Amérique centrale, et a permis le renforcement des capacités à les produits chimiques de façon écologiquement rationnelle, notamment en développant :

- les compétences en matière d'accès à et d'échange d'informations via Internet ;
- a formation sur l'utilisation du Système d'Information sur les Technologies Ecologiques Rationnelles (ESTIS) comme moyen économique de créer un portail national Internet pour l'échange d'informations sur les produits chimiques ;
- les équipements informatiques et de télécommunication nécessaires pour faciliter l'accès à Internet ;
- la possibilité d'instaurer et de renforcer la collaboration entre les parties prenantes au niveau national, y compris avec les points focaux des différents traités multilatéraux en rapport avec les produits chimiques ;
- des forums permettant aux points focaux nationaux de

renforcer la collaboration, l'échange d'expérience et d'encourager la collaboration régionale et internationale.

Le REIC a été intégré dans un projet pilote du PNUE pour le renforcement des capacités des Points Focaux de la Convention de Stockholm au Bénin, au Tchad, au Nigeria et au Togo et a été reconnu par les Points Focaux participant aux ateliers régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique comme un des outils permettant l'élaboration du système d'information du Plan National de Mise en œuvre de la Convention. ([jp1.estis.net/communities/cien](http://p1.estis.net/communities/cien))

### **Trafic international illégal des produits chimiques dangereux**

Le service Substances Chimiques du PNUE et le Ministère de l'Environnement de la République Tchèque avec le soutien financier de l'Allemagne ont organisé un colloque sur le trafic international illégal des produits chimiques dangereux. Ce colloque était l'une des premières activités du PNUE au titre de la mise en œuvre de la SAICM. Le but était de partager les informations de différentes régions sur l'ampleur et la nature du problème et de prendre acte des mesures existantes pour lutter contre ce fléau. Il informera et guidera les activités futures du PNUE dans le domaine du trafic international illégal des produits chimiques dangereux. ([www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.html](http://www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.html))

### **Assistance d'urgence en cas de catastrophe impliquant des produits chimiques**

Le 6e groupe consultatif sur les situations d'urgence environnementale (AGEE), réuni en juin 2005 à Genève, a discuté des activités de l'Unité conjointe PNUE/ BCAH. Au sein de cette équipe, le service Substances Chimiques entend jouer un rôle plus actif dans les activités de gestion des catastrophes et instaurer une coopération plus étroite avec l'Unité conjointe PNUE/BCAH.

Lors des marées noires qui ont frappé le Liban et de l'accident chimique en Côte d'Ivoire, le service Substances Chimiques et l'Unité conjointe ont travaillé ensemble et ont réagi très vite pour identifier les risques et les problèmes émergents, fournir des informations techniques et scientifiques et transmettre les conseils des experts concernant l'intervention d'urgence et les premières mesures. Le service Substances Chimiques a joué un rôle important lors de l'évaluation et de la phase de gestion de ces accidents environnementaux.

### Mercure et autres métaux

En 2005, le Conseil d'administration du PNUE a souscrit à l'idée d'instaurer des partenariats dans le but de réduire les risques que présente le mercure pour la santé humaine et l'environnement. Le service Substances Chimiques a collaboré avec des pays et des ONG pour élaborer des partenariats dans ce domaine ([www.chem.unep.ch/mercury/default.htm](http://www.chem.unep.ch/mercury/default.htm)). Les activités ont été déployées selon cinq axes : exploitation artisanale de mines d'or, combustion du charbon, production de chlore et de soude pour pile au mercure, mercure présent dans les produits, transport dans l'air et recherche sur le devenir.

L'une des priorités immédiates du programme sur le mercure et les autres métaux était de travailler avec des partenaires afin de mobiliser des ressources techniques et financières pour traiter le problème du mercure. Le PNUE a lancé un programme de petites subventions qui permet aux pays en développement ou à économie en transition de réduire leur consommation de mercure grâce à des subventions pouvant atteindre 50 000 dollars US. Plus de 20 propositions ont été reçues dans lesquelles s'expriment principalement des besoins d'assistance technique et de renforcement des capacités dans plusieurs domaines : inventaires, formation et sensibilisation/échange d'informations, mesures pour réduire ou supprimer les rejets issus des déchets, meilleures techniques et pratiques environnementales, élaboration de contrôles politiques et réglementaires.

Une version pilote du kit d'outils pour l'identification et la quantification des rejets de mercure, disponible dans toutes les langues des Nations Unies, est à la disposition des pays intéressés. Un projet pilote pour établir des inventaires du mercure utilisant la méthodologie du kit d'outils est en cours de lancement dans cinq pays asiatiques.

Également en réponse à GC 23/9 IV, le service Substances Chimiques a préparé un rapport préliminaire résumant les informations sur l'offre, le commerce et la demande de mercure qui a été diffusé auprès des gouvernements et des parties prenantes intéressées. Des commentaires ont été ajoutés dans le rapport final qui sera soumis à la 24<sup>e</sup> session du Conseil d'administration en vue d'envisager d'autres actions éventuelles sur le mercure.

Le plan de travail du service Substances Chimiques du PNUE pour 2005/2006 prévoyait également des actions concernant le plomb et le cadmium ([www.chem.unep.ch/Pb\\_and\\_Cd/default.htm](http://www.chem.unep.ch/Pb_and_Cd/default.htm)). Des études scientifiques sur le plomb et le cadmium, axées principalement sur leur dissémination à grande échelle dans l'environnement, ont été réalisées à la demande du CA à sa 23<sup>e</sup> session. Le groupe de travail sur le plomb et le cadmium a finalisé des études scientifiques préliminaires lors de sa première réunion à Genève, en septembre 2006. Les études préliminaires ont été largement diffusées et seront soumises au CA pour éclairer les discussions sur la nécessité éventuelle d'une action mondiale concernant ces deux métaux.

### Assistance technique à la Convention de Stockholm

Le service Substances Chimiques du PNUE fournit une assistance technique au Secrétariat et aux Parties à la Convention de Stockholm pour la mise en oeuvre de celle-ci, en particulier pour la gestion des polychlorobiphényles (PCB), pour l'identification des sources et des rejets de dioxines et de furannes, ainsi que pour une gestion rationnelle des pesticides POP et leur substitution par d'autres produits. Le service Substances Chimiques est en train de mettre en oeuvre un projet du FEM visant à évaluer les capacités actuelles et les

besoins de renforcement de ces capacités pour analyser de façon durable les POP dans les pays en développement, plus particulièrement en appui à l'évaluation de l'efficacité de la Convention de Stockholm et des orientations techniques pour les Conventions de Bâle et de Stockholm. Le service Substances Chimiques a également soutenu l'élaboration de projets du FEM sur les pesticides POP.

En collaboration avec le Secrétariat de la Convention de Bâle et d'autres partenaires nationaux/régionaux et pays donateurs, le service Substances Chimiques a participé à l'élaboration au niveau régional, d'inventaires nationaux des PCB et des matériels contenant des PCB. Des projets ont ainsi été menés dans 14 pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et dans sept pays d'Amérique centrale, tandis que des inventaires nationaux des PCB ont été établis dans plusieurs autres pays. Le service Substances Chimiques aide les pays à établir des inventaires des rejets de dioxine/furanne et poursuit le développement et le perfectionnement de la méthodologie d'inventaires exposée dans le kit d'outils (Standardized Toolkit for Identification and Quantification of Dioxin and Furan Release), employée par presque tous les pays en développement. Le service Substances Chimiques participe également à la formulation de guides de techniques concernant les POP en tant que déchets et les meilleures techniques/pratiques environnementales pour réduire la production et les rejets de dioxine/furanne.

Le service Substances Chimiques a mis au point un système d'information sur le DDT en collaboration avec l'OMS et le Secrétariat de la Convention de Stockholm, afin de faciliter les échanges d'informations et d'expérience sur l'emploi du DDT contre les vecteurs de la paludisme. De même, elle a travaillé avec le Secrétariat et le groupe d'experts mondiaux PNUE/FAO pour mettre au point un système d'information sur les termiticides à base de POP et la gestion des termites. Ces deux systèmes seront disponibles sur le site Internet du service Substances Chimiques du PNUE. ([www.chem.unep.ch/pops/default.html](http://www.chem.unep.ch/pops/default.html))

### Limiter les effets néfastes des produits chimiques

L'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) a été adoptée par la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques le 6 février 2006 à Dubaï. Elle offre un cadre politique mondial pour atteindre l'objectif du Plan de mise en œuvre de Johannesburg selon lequel d'ici 2020 les produits chimiques devront être produits et utilisés de manière à réduire les effets néfastes majeurs sur la santé humaine et l'environnement. La SAICM se caractérise par la participation de plusieurs secteurs et acteurs, ainsi que par l'ampleur de son domaine d'application. L'idée en a été lancée par le Conseil d'administration du PNUE et elle a reçu l'aval des chefs d'États et de gouvernement à Johannesburg en 2002 et à New York en 2005. Le processus de consultation qui a duré trois ans et a abouti à l'adoption de la SAICM a été facilité par le service Substances Chimiques de la DTIE qui accueille maintenant le Secrétariat chargé de coordonner sa mise en œuvre ([www.chem.unep.ch/saicm/](http://www.chem.unep.ch/saicm/)). L'application de la SAICM dans les pays en développement ou à économie en transition sera dans un premier temps soutenue par un programme de « démarrage rapide », fonds en dépôt géré par le PNUE. Le service Substances Chimiques est également en train de mettre au point un programme d'activités pour aider à la mise en œuvre de la SAICM dans le secteur de l'environnement, notamment les activités initiales et un plan complet de mise en œuvre. [www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.html](http://www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.html)



# Énergie

Les activités du service Énergie visent à supprimer les distorsions du marché, à faciliter accès aux marchés de l'énergie et à accélérer le développement et la diffusion de technologies et procédés améliorant l'efficacité énergétique. Le service Énergie travaille en liaison étroite avec ses deux centres de collaboration, le Centre UNEP-Risø sur l'énergie, le climat et le développement durable (BASE) ([www.unepriaoe.org](http://www.unepriaoe.org)) et l'Agence de Bâle pour la promotion de l'énergie durable ([www.energy-base.org](http://www.energy-base.org)), ainsi que de nombreux autres partenaires. Les activités du service Énergie bénéficient du soutien résolu de la Fondation des Nations Unies, du FEM ainsi que de bailleurs de fonds gouvernementaux.

## Réseaux internationaux

### **Réseau mondial sur l'énergie pour le développement durable (GNESD)**

Le GNESD est une collaboration entre plus de 20 centres d'excellence de pays industrialisés et de pays en développement ([www.gnesd.org](http://www.gnesd.org)). Le GNESD a produit une série de rapports sur l'accès à l'énergie et organisé des ateliers régionaux avec le PNUE, le PNUD et l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). En 2006, sous le thème des Technologies des énergies renouvelables du GNESD, tous les Centres ont finalisé des rapports techniques sur les barrières locales aux énergies renouvelables. Un nouveau thème de travail du GNESD étudie les liens entre l'énergie et les objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Réseau d'action pour les énergies renouvelables - REN21**

REN21 est un réseau stratégique mondial de leadership international en matière d'énergies renouvelables. Ses objectifs sont de faciliter l'expansion rapide des énergies renouvelables en soutenant l'élaboration de stratégies et les prises de décisions ([www.ren21.net](http://www.ren21.net)). Le PNUE assure le secrétariat de REN21 avec GTZ, l'agence allemande d'aide au développement. En 2006, REN21 a publié une

série de rapports sur l'industrie des énergies renouvelables, notamment un rapport actualisé sur la situation mondiale.

## Financement de l'énergie durable

### **Initiative de financement de l'énergie durable (SEFI)**

L'initiative SEFI, point de départ du travail du PNUE en matière de financement de l'énergie durable, propose aux financiers des outils, une assistance et des réseaux pour développer des mécanismes financiers novateurs dans le secteur des énergies propres. Elle est gérée conjointement par le service Énergie du PNUE, l'Initiative Financière du PNUE (UNEP FI) et BASE.

En 2006, SEFI a publié plusieurs ouvrages, notamment Public Finance Mechanisms to Catalyze Sustainable Energy Sector Growth ([sefi.unep.org](http://sefi.unep.org)). SEFI travaille à établir un nouveau forum pour promouvoir l'innovation dans le domaine des financements publics et l'investissement dans le secteur des énergies propres et sur un ensemble d'outils qui aideront les institutions locales de crédit à nouer le dialogue avec les secteurs de l'énergie durable et à suivre les tendances des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables.

### **Création d'entreprises de services énergétiques en milieu rural (REED)**

L'initiative REED favorise la création de nouvelles entreprises d'énergie propre dans les pays en développement en offrant des services d'aide à la création d'entreprises et des financements initiaux. Des programmes REED sont en cours dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Australe (AREED), dans le Nord-Est du Brésil (BREED) et dans la province chinoise du Yunnan (CREED). ([www.unep.fr/energy/projects/REED/REED\\_index.htm](http://www.unep.fr/energy/projects/REED/REED_index.htm))

Le programme AREED a approuvé l'octroi de près de 2 millions de dollars US à 33 entreprises couvrant 40 000

foyers, soit plus de 224 000 personnes. BREED a investi dans huit entreprises proposant des installations d'irrigation solaire, de séchage solaire et de chauffe-eau solaires.

Un premier investissement du CREED est en cours et concerne Dali Hydro Company, un constructeur chinois de microcentrales hydrauliques. Le projet « *GreenVillage Credit* », un partenariat entre le CREED et « *The Nature Conservancy* », est une initiative indépendante qui propose aux villageois un crédit individuel pour acheter des systèmes énergétiques plus propres (tels que chauffe-eau solaires, cuisinières économes en combustible et digesteurs de biogaz). Ce projet est actuellement en place dans trois villages du Nord-Ouest du Yunnan et devrait bientôt couvrir six villages, soit un total de 500 à 600 foyers.

### **« Seed Capital Access Facility » (SCAF)**

SCAF est une nouvelle initiative facilitant l'accès de jeunes entreprises spécialisées dans l'énergie durable à accéder aux capitaux des investisseurs traditionnels du secteur énergétique. La SCAF permettra à la communauté financière de jouer un rôle plus direct dans l'accélération de la croissance du secteur des énergies renouvelables et sera opérationnel début 2007. La SCAF est mise en oeuvre conjointement par la Banque Asiatique de Développement et la Banque Africaine de Développement.

### **Commerce électronique et énergies renouvelables (eCARE)**

eCARE est une initiative sur trois ans qui vise à réduire la fracture énergétique et numérique en élargissant aux zones rurales et périurbaines du Ghana l'accès à une énergie propre et à des services de télécommunications modernes ([www.ecareghana.org.gh](http://www.ecareghana.org.gh)). eCARE travaille avec des petites entreprises pour créer des centres d'affaires ruraux alimentés par des énergies renouvelables qui vendent des produits et services de téléphonie, d'accès à Internet et d'énergie propre. Sur la cinquantaine de centres eCARE qui devaient être mis en service d'ici la fin 2006, touchant ainsi plus de 300 000 personnes, 25 ont déjà été

ouverts et fonctionnent avec succès. eCARE est en cours d'expansion dans l'ensemble du Ghana, avec l'ouverture de 200 centres prévue d'ici fin 2008 pour offrir des services de télécommunications à plus d'un million de Ghanéens.

### **Gestion des risques financiers dans les projets d'énergies renouvelables**

La gestion des risques financiers dans les projets d'énergies renouvelables est une étude financée par le FEM qui vise à évaluer les instruments de gestion des risques financiers dans les projets d'énergies renouvelables. Conduite avec la participation de la Banque mondiale, du PNUD, du FEM et des représentants des secteurs financiers, de l'assurance et des énergies renouvelables, cette initiative devrait permettre le développement d'un nouvel état d'esprit en matière de risques financiers associés aux projets d'énergies renouvelables dans les pays en développement.

### **Programme indien de prêts à l'équipement solaire**

Par un dispositif de bonification d'intérêts, des prêts pour l'achat d'équipements solaires domestiques sont accordés par deux des principales banques indiennes, Canara Bank et Syndicate Bank, ainsi que leurs huit banques régionales rurales associées (Grameen). Ce programme sur trois ans, qui touchera à son terme fin 2006, a permis de financer 17 300 systèmes par l'intermédiaire de plus de 2 000 agences bancaires participantes, donnant à 100 000 personnes accès à une énergie renouvelable et propre et incitant 20 autres banques indiennes à mettre en place des offres de crédit similaires. ([www.unep.fr/energy/act/fin/india](http://www.unep.fr/energy/act/fin/india))

### **Programme méditerranéen pour les énergies renouvelables (MEDREP)**

Le PNUJ encourage les investissements dans le secteur des énergies renouvelables dans les pays du sud de la Méditerranée par l'intermédiaire de MEDREP Finance, l'une des trois composantes du programme MEDREP soutenu par le Ministère Italien de l'Environnement et du Territoire ([www.unep.fr/energy/](http://www.unep.fr/energy/))

*act/fin/medrep/medrep.htm*). Dans le cadre de ce partenariat, le MEDREP a lancé PROSOL Tunisie, un programme de prêts qui aide des milliers de foyers tunisiens à s'équiper de chauffe-eau solaires. Depuis son lancement en avril 2005, trois banques partenaires ont accordé près de 6 millions de dollars US de prêts pour installer 8 000 systèmes de chauffe-eau solaires, soit 22 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires. PROSOL Tunisie est en bonne voie pour atteindre 55 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires installés d'ici fin 2006. Un programme similaire pour les hôtels, PROSOL Maroc, cible 80 hôtels, dont 17 ont déjà confirmé leur intention de s'équiper de nouveaux chauffe-eau solaires.

### **Mobilité durable**

Le programme Mobilité durable du PNUE vise à susciter un changement en faveur d'options de mobilité moins polluantes sans pour autant réduire la mobilité et de développer l'accès aux biens et à l'information. Pour cela, il encourage le recours aux technologies de l'information afin de réduire les besoins de voyage, l'adoption de moyens de transport moins polluants et la promotion des nouvelles technologies et des carburants de substitution.

### **Urbanisme et transports publics**

Le PNUE et le Centre UNEP-Risø gèrent le Réseau pour des transports écologiquement durables en Amérique latine et dans les Caraïbes (NESTLAC) avec le soutien du FEM. Ce réseau encourage et facilite la mise en œuvre d'options de transport écologiquement durables, en particulier les transports publics et non motorisés. (*nestlac.org*)

Le PNUE œuvre en partenariat avec l'Union Internationale des Transports Publics (UITP) pour promouvoir les avantages des transports publics en termes d'environnement et de style de vie ; il travaille également avec l'Union Internationale des Chemins de fer (UIC) sur des initiatives conjointes pour promouvoir le développement durable dans le secteur ferroviaire. (*www.unep.fr/energy/act/tp/*)

### **Bioénergies durables**

En tant que partenaire du Partenariat mondial sur les bioénergies (GBEP), créé dans le prolongement du sommet du G8 à Gleneagles, le PNUE montre l'exemple en élaborant un programme de travail sur le développement durable des bioénergies. En s'appuyant sur la riche expertise des partenaires du GBEP et sur le travail engagé avec Daimler Chrysler, WWF Allemagne, le Ministère de l'Agriculture de Baden-Wurtemberg et d'autres partenaires, le PNUE travaille sur la définition de critères de durabilité applicables à la culture de biomasse pour la production de biocarburants.

Avec l'Agence Internationale de l'Énergie et la Banque Africaine de Développement, le PNUE a animé un atelier sur le thème « Des bioénergies durables pour lutter contre la pauvreté en Afrique ». Les participants ont échangé des points de vue et des expériences en matière de potentiel de l'énergie issue de la biomasse en Afrique, avec notamment quelques réussites en Afrique et ailleurs (principalement au Brésil), de durabilité environnementale, de financement et d'économie, de transfert de technologie et de commerce.

Dans le but de promouvoir des modèles stratégiques possibles, le PNUE a développé avec l'aide d'Ericsson et de Diligent Energy Systems une étude de faisabilité pour évaluer les aspects techniques, financiers, environnementaux et sociaux de la production de biodiesel dans le secteur des télécommunications en Tanzanie.

### **Changement climatique**

En novembre 2006, le PNUE et le PNUD ont formé un nouveau partenariat sur le changement climatique qui aidera les pays à s'orienter vers un développement durable dans un contexte de changement climatique. Ce partenariat a deux principaux objectifs : intégrer l'adaptation dans les plans de développement nationaux et les cadres de coopération des Nations Unies et permettre aux pays d'accéder au financement de la réduction des émissions de carbone et aux technologies plus propres qui stimulent le développement durable.

Beaucoup d'activités engagées par le PNUE dans le domaine du changement climatique aident les pays en développement à participer au mécanisme de développement propre (CDM) du protocole de Kyoto. C'est le cas notamment des initiatives régionales et sectorielles, ainsi que du développement de nouveaux outils, notamment dans le cadre du projet sur six ans de développement des capacités (CD4CDM) ([www.cd4cdm.org](http://www.cd4cdm.org)). Grâce à une dotation totale de 12,5 millions de dollars US des Pays-Bas, le PNUE et le Centre UNEP-Risø font désormais partie des principaux organismes d'aide au renforcement des capacités dans le domaine du CDM.

### **Financement de la réduction des émissions de carbone en Afrique (CF-SEA)**

Le projet CF-SEA élabore des initiatives de financement de la réduction des émissions de carbone et de développement des capacités institutionnelles dans cinq pays d'Afrique subsaharienne : Ghana, Zambie, Mali, Cameroun et Mozambique ([www.uneprisoe.org/CFSEA](http://www.uneprisoe.org/CFSEA)). En 2006, le CF-SEA a aidé ces cinq pays à mettre en place et à faire fonctionner les services nationaux chargés d'administrer les activités de CDM, ainsi qu'à définir des critères de développement durable et à adopter un processus simple d'évaluation et d'agrément. Le CF-SEA est mis en œuvre conjointement par le Community Development Carbon Fund (CDCF) de la Banque mondiale, le PNUE et le Centre UNEP-Risø.

### **Projet Adaptation et vulnérabilité au climat du PNUE**

Le projet Adaptation et vulnérabilité au climat du PNUE est un effort d'une année mené en 2006 en vue d'élaborer un cadre méthodologique pour intégrer le changement climatique dans les programmes de développement nationaux et sectoriels. À travers des consultations avec des partenaires et chercheurs compétents, le projet se focalise sur des études de cas spécifiques concernant les impacts du changement climatique sur les grands réseaux ferrés en Inde, les questions de santé liées au paludisme en Tanzanie et la gestion des catastrophes au Pérou.

### **Trouver un juste équilibre entre les priorités du développement, de l'énergie et du climat dans les grandes économies en développement**

Ce projet est un partenariat entre l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) et le PNUE pour élargir les connaissances sur les politiques de demande d'énergie dans les grandes économies en développement : Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud. Le but est double : renforcer la planification dans ces pays et améliorer la qualité et l'utilité du rapport 2006 de l'AIE sur l'énergie dans le monde grâce à une meilleure compréhension des facteurs environnementaux, sociaux et économiques qui agissent sur la demande d'énergie.

### **Publications 2006**

- *L'économie de l'hydrogène - une étude générale*  
[www.unep.fr/energy/publications/pdfs/Hydro\\_Econ\\_Fre\\_final.pdf](http://www.unep.fr/energy/publications/pdfs/Hydro_Econ_Fre_final.pdf)
- *Public Finance Mechanisms to Catalyze Sustainable Energy Sector Growth*  
[sefi.unep.org/fileadmin/media/sefi/docs/publications/SEFI\\_Public\\_Finance\\_Report.pdf](http://sefi.unep.org/fileadmin/media/sefi/docs/publications/SEFI_Public_Finance_Report.pdf)



## ActionOzone

Le service ActionOzone aide les pays en développement et les pays à économie en transition à se conformer au Protocole de Montréal. Il les aide à prendre des décisions éclairées en matière de technologies de remplacement et de politiques respectueuses de la couche d'ozone. Il possède un portefeuille de plus d'un millier de projets au service de plus de 100 pays en développement et de 17 pays à économie en transition, et propose divers services à 40 autres pays en développement. ActionOzone intervient dans trois domaines :

- aide aux pays en développement en tant qu'agence de mise en œuvre du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal, grâce à un programme d'aide à la conformité (CAP) s'appuyant sur les bureaux régionaux du PNUE à Bahreïn, Bangkok, Mexico, Nairobi et Paris ;
- aide aux pays à économie en transition en tant qu'agence de mise en œuvre du FEM ;

- établissement de partenariats avec des agences bilatérales et le secteur privé.

Les gouvernements de plusieurs pays (États-Unis, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, République tchèque et Suède) ont fourni un soutien bilatéral à des projets spécifiques, en plus de leur contribution au Fonds multilatéral.

Les partenariats instaurés par le PNUE dans le cadre du Protocole de Montréal contribuent à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement et du Plan stratégique de Bali. ActionOzone a reçu le prix 2005 de la protection de l'ozone stratosphérique de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (USEPA) et d'autres reconnaissances pour son travail.

### Information, éducation et communication

- Lancement d'un nouveau service avec l'UNESCO et l'OMS, intitulé « *Pack Educatif OzoneAction* » ; ce programme d'enseignement complet pour les écoles primaires (voir

## ActionOzone

### Pack Educatif ActionOzone

Le PNUE, l'UNESCO et l'OMS ont noué un partenariat spécifique dans le but de fournir aux enseignants des écoles primaires du matériel pédagogique concret et divertissant pour expliquer à leurs élèves le rôle protecteur de la couche d'ozone ainsi que les causes et conséquences de son appauvrissement. Le Pack Educatif ActionOzone, qui s'inscrit dans le programme de travail du PNUE au titre du Fonds multilatéral, contient un programme complet d'enseignement qui fait appel à des connaissances élémentaires, à des compétences pratiques et à la participation des élèves pour apprendre comment protéger



la couche d'ozone et profiter du soleil en toute sécurité ([www.unep.fr/ozonaction/information/educationpack.htm](http://www.unep.fr/ozonaction/information/educationpack.htm)). Le pack a été lancé le 15 septembre simultanément à Nairobi, New Delhi et Santiago à l'occasion de l'édition 2006 de la Journée internationale pour la préservation de la couche d'ozone. Les trois partenaires ont entrepris de distribuer le pack en anglais, français et espagnol à 15 000 points focaux dans le monde. Le pack fait partie de la stratégie de communication mondiale du PNUE pour promouvoir le respect du Protocole de Montréal ; il est lié au programme Tunza et à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable.

encadré) vient appuyer le travail national de sensibilisation aux questions de protection de la couche d'ozone.

- Sensibilisation des enfants de plus de 50 pays aux causes et aux conséquences de l'appauvrissement de la couche d'ozone lors de la cinquième conférence internationale des enfants organisée par le PNUE à Putrajaya, en Malaisie, du 26 au 30 août.
- Diffusion d'informations sur la mise en œuvre du Protocole de Montréal dans le monde avec la publication de trois numéros du bulletin ActionOzone en cinq langues.
- Encouragement des médias à produire de nouveaux reportages sur le thème de l'ozone à travers le soutien aux équipes CAP régionales pour organiser des ateliers régionaux à l'intention des médias en Asie, dans le Pacifique et en Asie occidentale.
- Diffusion régulière aux principaux membres de la communauté du Protocole de Montréal d'informations sur la protection de la couche d'ozone à travers le bimensuel OzoNews, le bimestriel RUMBA et le service d'information électronique CLIO3.
- Contribution à la visibilité du Protocole de Montréal par la création avec Centro Studi Galileo d'un magazine international spécial sur la protection de la couche d'ozone, le changement climatique et l'efficacité énergétique.
- Avec la Division Communication et Information du public du PNUE, inscription de la question de la protection de la couche d'ozone à l'ordre du jour des Jeux Olympiques 2008 de Beijing par la coopération avec le Comité d'organisation de Beijing pour les jeux des XXIXe Olympiades.
- Amélioration de l'accès aux informations sur la protection de la couche d'ozone par une refonte de la fonctionnalité et du contenu du site Internet d'ActionOzone.

[www.unep.fr/ozonaction](http://www.unep.fr/ozonaction)

### Publication de données

Le CAP aide les pays à comprendre les exigences du Protocole de Montréal en matière de communication de données, notamment la méthodologie de présentation des

données, les procédures de collecte, de vérification et de soumission des données.

En septembre, la situation dans 145 pays en développement était la suivante :

- Toutes les parties visées à l'Article 5, sauf une, qui n'avaient pas auparavant respecté les exigences de communication de données pour la période 2001–2004, ont soumis les données manquantes au Secrétariat Ozone.
- 97 % des pays ont communiqué leurs données de référence pour toutes les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO).
- 70 % des pays ont communiqué des données de consommation pour 2005 avant le délai fixé par le Protocole.

### Pays en situation de non-conformité avérée ou potentielle

- Organisation de réunions bilatérales avec les pays et participation des agences de mise en œuvre, du Secrétariat Ozone et du secrétariat du Fonds multilatéral à chaque réunion des réseaux régionaux pour analyser les causes sous-jacentes de la non-conformité et aider les pays à régulariser leur situation.
- Assistance à plus de 43 pays en développement pour répondre aux demandes du Comité d'application du Protocole ou pour préparer leur Plans d'action pour se conformer au Protocole, les aidant ainsi à répondre de façon exacte et dans les délais aux demandes du Secrétariat Ozone.
- Missions conjointes de haut niveau avec d'autres agences pour faciliter la mise en œuvre de projets de renforcement des institutions et de plans nationaux d'élimination des CFC et l'établissement de systèmes de licences d'importation/exportation des SAO.
- Coopération avec d'autres agences d'exécution pour aider les pays en développement à résoudre les problèmes spécifiques liés à leur non-conformité avérée ou potentielle.

- Facilitation d'une intervention de haut niveau à travers les bureaux des Directeurs régionaux du PNUE, en particulier dans les pays qui n'ont pas encore adopté une réglementation sur les SAO.
- Assistance ciblée aux pays en non-conformité. Par exemple, formation du nouveau responsable Ozone du Mozambique aux techniques de collecte et de publication de données, avec pour double résultat le renforcement des capacités et la soumission de données au Secrétariat Ozone.

### Coopération Sud-Sud

- Organisation du dialogue sous-régional sur le commerce des SAO entre le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam en avril.
- Utilisation des ressources de pays voisins pour la préparation des Programmes de pays/Plans de gestion de l'élimination finale. Le Ghana a par exemple apporté son assistance à l'Érythrée.
- Assistance stratégique et technique à l'Arabie Saoudite pour lancer la préparation d'un plan national d'élimination des CFC dans le cadre d'une mission conjointe du Président du Comité exécutif, du PNUE et de l'ONUDI.
- Aide à la participation d'experts de l'Arabie Saoudite, de la République arabe Syrienne et du Yémen à l'atelier régional sur les solutions de remplacement au bromure de méthyle pour la stérilisation des sols, organisé par l'Organisation arabe pour le développement de l'agriculture (Tripoli, Libye).

### Élaboration et mise en œuvre de la politique

Le CAP aide les pays à tenir leur engagement de mettre en place des instruments politiques pour la gestion des SAO. En 2006, il a par exemple aidé :

- l'Afghanistan, le Bhoutan et l'Indonésie à tenir leurs engagements dans ce domaine ;
- les îles Cook, Kiribati, la Micronésie, Nauru, Nioué, les îles

Salomon, le Tonga, Tuvalu et Vanuatu à mettre en place des systèmes de licences ;

- le Chili, Haïti, Dominique, la Barbade et le Guyana à revoir leur législation sur les SAO en leur apportant des conseils ;
- le Botswana, le Lesotho, le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie en leur apportant des conseils techniques sur la mise en place d'une réglementation des SAO ;
- le Kirghizstan à revoir sa législation nationale sur les SAO.

Le CAP a coopéré avec :

- le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour élaborer des projets de réglementation des SAO et des mesures de limitation harmonisées pour la région ;
- le Secrétariat général du Conseil de coopération du Golfe pour faire appliquer la réglementation unifiée récemment adoptée pour le contrôle et le suivi des SAO.

### Aide aux nouveaux Etats parties

Le CAP accorde une attention spéciale aux pays qui ont ratifié récemment les traités sur la couche d'ozone. En 2006, il a à ce titre fourni à l'Afghanistan, au Bhoutan et à l'Érythrée des services de renforcement des capacités, de transfert des connaissances, de sensibilisation du public et de coopération Sud-Sud. Il a travaillé en liaison étroite avec le Secrétariat Ozone pour aider certains pays à ratifier les traités sur la couche d'ozone.

### Renforcement des capacités des nouveaux responsables Ozone

Le CAP renforce les capacités des nouveaux responsables Ozone par des missions dans les pays concernés, la formation des responsables par les responsables de Bureaux nationaux Ozone bien établis et le partage d'expérience lors des réunions des réseaux régionaux.

En 2006, il a notamment :

- fait en sorte que le « *Guide for National Ozone Officers* » soit utilisé par les pays pour sensibiliser les responsables

Ozone nouvellement nommés lors des réunions des réseaux, et entrepris des missions dans les pays pour dispenser une formation sur le terrain aux parties prenantes nationales ;

- organisé la formation de 14 nouveaux responsables dans sept pays avec le soutien substantiel du Secrétariat Ozone, de la Banque mondiale, du PNUD, de l'ONUDI, du Japon, de l'Allemagne, de la Suède et de l'Australie ;
- organisé le renforcement des capacités des responsables Ozone du Paraguay, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, en faisant appel à des experts du PNUE, de la République dominicaine, du Costa Rica et du Mexique.

### **Lutte contre le commerce illégal des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO)**

Le CAP encourage la mise en place d'une coopération institutionnalisée entre les principaux acteurs de la lutte contre le commerce illégal des SAO. Il facilite l'établissement de réseaux et les jumelages visant à partager les renseignements sur le commerce licite et illicite des SAO entre les parties.

- Organisation de réunions conjointes des responsables ozone et des fonctionnaires des douanes, notamment pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok, 17–20 mai) et l'Amérique latine et les Caraïbes hispanophones (La Ceiba, Honduras, 15–17 août).
- Assistance au Réseau régional pour l'Asie du Sud et le Pacifique pour mettre au point des mécanismes d'échange d'informations entre les principaux pays producteurs et les pays importateurs de SAO de la région.
- Aide au lancement d'une procédure volontaire de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) pour renforcer la surveillance des mouvements de SAO dans la région Asie-Pacifique.
- Organisation d'une réunion sur le contrôle du commerce transfrontalier entre le Cambodge, le Laos et la Thaïlande (19–21 avril).
- Facilitation de l'aide de l'ERY Macédoine à l'Albanie

pour renforcer le système de licence et lutter contre le commerce illégal (Tirana, 26–27 juillet).

- Lancement d'une opération baptisée « *Sky Hole Patching* » avec les services des douanes de la région Asie-Pacifique contre le trafic illégal des SAO et des déchets dangereux dans la région. Le CAP coopère avec le Bureau régional de liaison chargé du renseignement (BRLR) d'Asie-Pacifique de l'Organisation mondiale des douanes pour cette initiative.
- Signature d'une lettre d'accord avec le BRLR-Moscou pour faciliter l'échange de renseignements sur le commerce illégal des SAO.

### **SolarChill « technologie de réfrigération solaire »**

Un partenariat international sur six ans entre le PNUE, Greenpeace International, l'UNICEF, l'OMS, GTZ Proklima, Programmes for Appropriate Technologies in Health et l'Institut danois de technologie a produit une technologie révolutionnaire de réfrigération solaire pour la conservation des vaccins ([www.solarchill.org](http://www.solarchill.org)). Cette technologie polyvalente, appelée SolarChill, utilise des frigorigènes qui sont sans danger pour l'environnement et qui ont un faible potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et de réchauffement de la planète ; elle fonctionne sans pile au plomb.

SolarChill a remporté le prestigieux prix 2006 de l'industrie de la réfrigération, dans la catégorie « pionnier environnemental » ; ce prix récompense les innovations technologiques qui protègent l'environnement et présentent un intérêt commercial ([www.coolingindustryawards.com/env\\_pioneer\\_refr.asp](http://www.coolingindustryawards.com/env_pioneer_refr.asp)). Les partenaires ont assisté avec fierté à l'achat et à l'installation du premier système par le Président de l'Inde, Monsieur A.P.J. Abdul Kalam lors d'une cérémonie en novembre 2006 ([presidentofindia.nic.in/scripts/delatest1.jsp?id=137](http://presidentofindia.nic.in/scripts/delatest1.jsp?id=137)). La technologie SolarChill devrait révolutionner la réfrigération et améliorer les soins de santé dans les régions reculées des pays en développement.

## Économie et Commerce

Le service Économie et Commerce a pour mission de renforcer les capacités des pays, d'aider les pays à intégrer les considérations environnementales dans les programmes de développement et les politiques macroéconomiques et commerciales ; de les aider à élaborer et utiliser les outils d'évaluation intégrée et d'incitation aux fins du développement durable et de la réduction de la pauvreté ; de favoriser une meilleure compréhension des impacts de la libéralisation du commerce sur l'environnement, la société et l'économie, et des conséquences des politiques et accords environnementaux en matière de commerce ; et d'encourager et de soutenir la mise en œuvre de pratiques de développement durable par le secteur des services financiers.

### Évaluation environnementale intégrée

#### Évaluation et planification intégrées pour le développement durable

Ce projet financé par le gouvernement norvégien a permis aux gouvernements et instituts nationaux de recherche du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Indonésie, du Kenya, du Liban, de l'Ouganda, de la République tchèque et de la Russie d'intégrer les questions de développement durable dans l'évaluation et la planification stratégiques ([www.unep.ch/etb/areas/IAPcountryProject.php](http://www.unep.ch/etb/areas/IAPcountryProject.php)). Il était axé principalement sur la promotion du commerce durable et la lutte contre la pauvreté. Des partenaires locaux ont pris en charge ce processus de renforcement des capacités qui s'est caractérisé par la participation d'un grand nombre de parties prenantes. La synthèse de l'expérience et des résultats



du projet a fait l'objet d'une publication : Commerce durable et réduction de la pauvreté : nouvelles approches pour la définition de politiques concertées au niveau national.

### Évaluation intégrée des politiques commerciales et de la diversité biologique dans le secteur agricole

Les gouvernements et des instituts de recherche nationaux du Cameroun, de la Jamaïque, de Madagascar, de Maurice, de l'Ouganda et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont participé à un processus de renforcement des capacités sur deux ans en vue d'évaluer les impacts économiques, sociaux et environnementaux de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole, plus particulièrement en termes de biodiversité ([www.unep.ch/etb/areas/biodivAgriSector.php](http://www.unep.ch/etb/areas/biodivAgriSector.php)). Le service Économie et Commerce soutient cette initiative, financée par l'UE, en collaboration avec le Centre mondial de surveillance de la conservation et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

### Renforcement des capacités pour réviser les politiques nationales sur le commerce des espèces sauvages

Le Groupe de travail PNUE-CNUCED chargé du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement a lancé, avec le Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), un processus sur deux ans qui permettra aux gouvernements de revoir leurs politiques nationales en matière de commerce des espèces sauvages par rapport à des critères socio-économiques et de conservation. Quatre pays participeront à cet effort. Le service Économie et Commerce et le Secrétariat de la CITES apportent leur soutien à cette initiative en collaboration avec l'Institut universitaire d'études du développement de l'Université de Genève.

## **Manuel pratique d'élaboration de politiques intégrées pour le développement durable**

Le service Économie et Commerce et la Lee Kuan Yew School of Public Policy de Singapour travaillent sur un manuel pratique d'élaboration de politiques intégrées pour le développement durable basé sur l'expérience acquise depuis 1997 par le service Économie et Commerce en matière d'évaluation intégrée, ainsi que sur le travail mené par l'OCDE et l'UE dans ce domaine. Le service Économie et Commerce a lancé cette initiative en 2005 et a consulté à cette fin des gouvernements, des organismes intergouvernementaux, des instituts de recherche et des représentants de la société civile. Une version préliminaire du manuel sera produite en 2007 pour examen.

## **Économie environnementale**

### ***Pêche et développement durable : analyse des accords d'accès aux pêcheries***

La table ronde du PNUE sur les subventions aux pêcheries en juin 2006 a jugé nécessaire d'analyser les accords sur l'accès aux pêcheries ([www.unep.ch/etb/areas/fisherySub.php](http://www.unep.ch/etb/areas/fisherySub.php)). Un rapport sur les questions d'économie politique et de développement durable liées à ces accords sera publié. Un projet a été discuté lors d'un atelier organisé les 7 et 8 décembre 2006 et sera publié en 2007.

### ***Un centre de ressources virtuel pour la comptabilité verte***

Ce centre s'appuie sur l'abondant matériel collecté par le service Économie et Commerce en matière de comptabilité verte ou d'intégration des changements environnementaux dans le plan comptable national au fil des ans et offre une base de données interrogeable ainsi que des liens vers des sites Internet ([www.unep.ch/etb/areas/VRC\\_index.php](http://www.unep.ch/etb/areas/VRC_index.php)). Il complète les objectifs et le programme de travail du Comité d'experts des Nations Unies sur la comptabilité environnementale et économique.

## ***Paiements des services d'écosystèmes (PES)***

En septembre 2006, le service Économie et Commerce et l'Union mondiale pour la conservation, en consultation avec le Secrétariat de la CDB, ont organisé une discussion technique entre experts sur les PES internationaux ([www.unep.ch/etb/events/2006-PESTD12-13Sep.php](http://www.unep.ch/etb/events/2006-PESTD12-13Sep.php)). Cette rencontre a permis de prendre acte de l'expérience acquise dans ce domaine, d'identifier les lacunes et les contraintes et de proposer un plan d'action collectif pour élever les PES au niveau transfrontalier et international, en mettant plus particulièrement l'accent sur la biodiversité.

## **Commerce durable et environnement**

### ***Équipe spéciale PNUE-CNUCED pour le renforcement des capacités en matière de commerce, environnement et développement***

En 2006, l'équipe spéciale PNUE-CNUCED et la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique ont facilité l'évaluation du secteur de l'agriculture biologique et l'harmonisation des normes d'agriculture biologique au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda dans le cadre de l'initiative Agriculture biologique en Afrique de l'Est. L'équipe spéciale a également commandé un rapport pour faire le point sur l'expérience des secrétariats des AME et de leurs parties en matière d'identification et de facilitation du transfert de technologie et déterminer si ces expériences peuvent être utiles pour les négociations en cours à l'OMC sur les biens et services environnementaux.

### ***Guide de l'environnement et du commerce, deuxième édition***

Le service Économie et Commerce a mis à jour le Guide de l'environnement et du commerce en collaboration avec l'Institut international pour le développement durable ([www.unep.ch/etb/publications/enviTrade.php](http://www.unep.ch/etb/publications/enviTrade.php))

Ce guide a pour but de faciliter la compréhension des liens entre environnement et commerce et de permettre

aux gouvernements d'élaborer des approches concrètes d'intégration de leurs politiques dans ces deux secteurs.

### **Participation aux négociations de l'OMC**

En tant qu'observateur des négociations du Comité de l'OMC sur le Commerce et l'environnement, le PNUE a fourni aux négociateurs du secteur du commerce plusieurs déclarations et informations sur les activités qu'il mène dans ce domaine. Ces activités couvrent notamment la production et la diffusion d'exposés sur l'introduction de mesures liées au commerce dans les AME et sur les possibilités d'établir un lien entre les dispositions de ces accords qui concernent le transfert de technologie et les négociations de l'OMC sur les biens et services environnementaux.

### **Réseau d'institutions pour le développement durable**

En 2006, le Réseau d'institutions pour le développement durable a accueilli de nouveaux membres de la Jamaïque, de la Mongolie, du Royaume-Uni et de Trinité et Tobago. Avec le soutien du service Économie et Commerce, ses membres ont lancé une série d'activités d'amélioration des capacités pour l'évaluation environnementale intégrée.

### **Initiative financière du PNUE - « UNEP FI »**

#### **Activités sectorielles**

Le groupe de travail sur la gestion des actifs a achevé son second et dernier cycle de recherches sur l'importance relative des questions environnementales, sociales et de gouvernance pour le coût du capital. Le rapport « *Show Me The Money* » fait la synthèse des recherches effectuées par des analystes financiers de tendance traditionnelle sur plusieurs secteurs.

Un nouvel axe de travail sur les investissements immobiliers responsables a été défini. Une étude effectuée parmi les membres du nouveau groupe sera prolongée par une étude des stratégies d'investissement immobilier responsable et des études de cas.

Un nouveau groupe de travail sur l'assurance a été officiellement constitué et des signataires de l'Initiative financière du PNUE ont été interrogés pour évaluer le niveau actuel de sensibilisation au développement durable.

### **Axes de travail**

Le groupe de travail sur le changement climatique a produit un rapport sur le rôle potentiel des services financiers dans la réduction de la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique, en particulier pour les pays en développement, avec des études de cas et des recommandations pour le secteur financier et les responsables politiques.

Le projet Eau et Finance a animé deux ateliers d'experts en collaboration avec les partenaires du projet. Des institutions financières ont partagé leurs expériences et leur savoir-faire en matière d'identification et de réduction des risques liés à

### **Groupe de travail sur le renforcement des capacités**

L'équipe spéciale PNUE-CNUCED chargée du renforcement des potentiels en matière de commerce, d'environnement et de développement (ESRP) a été lancée en 2000 avec des fonds de l'UE et de plusieurs gouvernements : Allemagne, États-Unis, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède ([www.unep-unctad.org/cbtf/openiag1.htm](http://www.unep-unctad.org/cbtf/openiag1.htm)). Son objectif est de renforcer les capacités des pays à résoudre les problèmes liés au commerce, à l'environnement et au développement. La première phase (2000–2003) était axée sur des ateliers de recherche thématique, de dialogue stratégique et de renforcement des capacités au niveau national et régional. Pendant la seconde phase, actuellement en cours (2004–2007), l'équipe spéciale a identifié l'agriculture biologique, les biens et services environnementaux et les rapports entre le commerce et les AME comme étant la priorité des activités de renforcement des capacités.

l'eau, qui seront résumés dans un ensemble de directives pour la gestion des risques.

Un travail préparatoire a été engagé pour créer deux nouveaux axes de travail sur la biodiversité et les droits de l'homme.

### **Activités et groupes de travail régionaux**

Le groupe de travail africain a étudié les politiques de risque de crédit lié au développement durable en Afrique du Sud et au Nigeria. Le rapport formule des conseils à l'intention des institutions financières africaines sur les meilleures pratiques dans ce domaine.

Le groupe de travail Growth in the Asia Pacific (APTF) a créé un groupe d'information et des groupes spécifiques pour le Japon, la Corée et l'Australie. Il a engagé des activités d'information en Chine et en Inde.

Le groupe de travail d'Europe centrale et orientale a animé des ateliers d'information et de sensibilisation à Moscou, Athènes et Vilnius. Les membres ont été interrogés afin de définir une plate-forme de risques de crédit en 2007.

Le groupe de travail de l'Amérique latine a animé des ateliers de formation sur le risque de crédit environnemental et social à Lima (San Salvador) et Guayaquil, ainsi qu'un séminaire spécial pour le secteur bancaire public à Rio de Janeiro. Un programme de formation en ligne sur l'évaluation et la gestion des risques de crédit a été lancé.

Le groupe de travail nord-américain a publié une étude sur les risques des prêts bancaires liés au changement climatique. Deux ateliers sur la gestion des risques environnementaux ont eu lieu et une étude sur les produits financiers verts a été entreprise.

Le Forum ouest-européen a organisé et soutenu des événements au Danemark, en France et en Allemagne et a mené des activités d'information préliminaires en Asie Occidentale.

## **Principes d'investissement responsable**

Début 2005, le Secrétaire général des Nations Unies a invité les investisseurs institutionnels à définir un ensemble de principes d'investissement responsable. Coordonné par l'Initiative financière du PNUF et le Pacte mondial des Nations Unies, le processus a été mené entre avril 2005 et janvier 2006 et a débouché sur la définition de 6 principes pour des investissements responsables qui ont été lancés le 27 avril 2006 à la Bourse de New York (NYSE) par le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan.

Ces principes, ouverts à l'adhésion de tous les investisseurs institutionnels, gestionnaires de fonds et partenaires de services professionnels, sont désormais soutenus par plus de 90 institutions représentant plus de 5 milliards de dollars US d'actifs.

## **Supplément « UNEP FI »/GRI pour le secteur des services financiers**

« UNEP FI » et la « Global Reporting Initiative » ont mis en place un groupe de travail réunissant 11 institutions financières et neuf parties prenantes pour tester les suppléments relatifs aux performances environnementales et sociales, élaborer des protocoles techniques et revoir/fusionner les composantes environnementales et sociales du supplément.

## **Publications 2006**

- *CEO Briefing – Adaptation to Climate Change*
- *CEO Briefing – Sustainability Management and Reporting*
- *Credit Risk Guidelines for the African Financial Sector*

## Activités régionales

### Asie-Pacifique

#### Énergie

- Publication du guide « *Energy Efficiency Guide for Industry in Asia* » dans le cadre du projet de réduction des gaz à effet de serre dans l'industrie en Asie et dans le Pacifique (GERIAP), disponible en ligne ([www.energyefficiencyasia.org](http://www.energyefficiencyasia.org)). Il est également disponible dans plusieurs langues asiatiques, notamment en bahasa indonésien, bengali, chinois, mongole, cinghalais, tamoul, vietnamien et thaï.
- Présentation du projet GERIAP et démonstration du guide sur l'efficacité énergétique à la 6e Conférence sur une meilleure qualité de l'air.

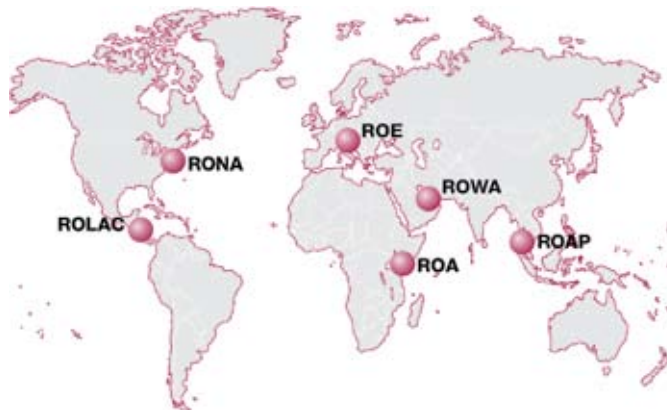
#### Consommation et production durables (CPD)

- Lancement avec UNESCAP d'un service d'assistance téléphonique régional sur la CPD.
- Participation à l'organisation de tables rondes sur la CPD en Chine et en Inde.
- Atelier de formation stratégique pour le projet de renforcement des politiques de CPD, à Guiyang en Chine.
- Aide à la mise en œuvre du projet « Assistance marketing au Népal pour des produits touristiques plus durables ».
- Contribution à la formation de fonctionnaires sur les outils de gestion environnementale dans l'industrie.
- Production d'un document de travail faisant le point sur les politiques de produits en Asie.

#### Protection de la couche d'ozone

- Aide aux pays en non-conformité avérée ou potentielle à régulariser leur situation par l'organisation d'une réunion consultative régionale informelle entre le Secrétariat Ozone, le Secrétariat

### Bureaux Régionaux



#### UNEP / ROA (Bureau régional pour l'Afrique)

P.O. Box 30552  
Nairobi, Kenya  
Tél : +254 20 624 044  
Fax : +254 20 623 928  
Courriel : [desta.mebratu@unep.org](mailto:desta.mebratu@unep.org)

#### UNEP / ROAP (Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique)

United Nations Building  
Rajadamnern Nok Avenue  
Bangkok 10200, Thaïlande  
Tél : +66 2 288 1234  
Fax : +66 2 280 3829 and 288 1000  
Courriel : [zhaow@un.org](mailto:zhaow@un.org)

#### UNEP / ROE (Bureau régional pour l'Europe)

15 Chemin des Anémones  
1219 Châtelaine, Geneva,  
Switzerland  
Tél : +41 22 917 8504  
Fax : +41 22 917 8024  
Courriel : [rie.tsutsumi@unep.ch](mailto:rie.tsutsumi@unep.ch)

#### UNEP / ROLAC (Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes)

UNEP/ROLAC  
Edificio No. 132  
Ciudad del Saber  
Clayton, Ancon  
Panama City, Panama  
Tél : +507 305-0700  
Courriel : [registro@pnuma.org](mailto:registro@pnuma.org)

#### UNEP / RONA (Bureau régional pour l'Amérique du Nord)

1707 H Street N.W., Suite 300  
Washington, DC 20006, États-Unies  
Tél : +1 202 785 2096  
Fax : +1 202 785 4871  
Courriel : [peter.repinski@rona.unep.org](mailto:peter.repinski@rona.unep.org)

#### UNEP / ROWA (Bureau régional pour l'Asie occidentale)

Villa No. 2113, Road No. 2432  
Block 324, Juffair, P.O. Box 10880  
Manama, Bahreïn  
Tél : +973 17 812 777  
Fax : +973 17 825 110  
Courriel : [basel.alyoufsfi@unep.org.bh](mailto:basel.alyoufsfi@unep.org.bh)

du Fonds multilatéral, des agences bilatérales et de mise en œuvre et les pays concernés.

- Mise en œuvre de plus de 80 projets dans 29 pays sur l'élaboration de stratégies, le renforcement des capacités, la formation et les activités de sensibilisation pour permettre la conformité.
- Efforts pour lutter contre le commerce illégal des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) dans la région et mise en œuvre d'une procédure informelle de consentement préalable informé pour l'exportation des CFC.
- Réalisation d'une vidéo, « *Return of the Ozone Layer: Are We There Yet?* » dans le cadre du travail engagé par le programme CAP sur la communication et la sensibilisation à la protection de la couche d'ozone.

### **Économie et commerce**

- Exposé sur l'évaluation intégrée lors de l'atelier sous-régional sur les dimensions commerciales et environnementales dans l'industrie alimentaire et agroalimentaire en Asie du Sud et en Asie du Nord-Est, organisé par l'UNESCAP.
- Co-parrainage d'une conférence régionale sur les mécanismes de compensation écologique avec partage des expériences et conseils à un groupe de travail chinois sur la question, Chine, août 2006.
- Lancement d'activités dans six pays ACP dans le cadre de l'initiative « Évaluation intégrée des politiques liées au commerce dans le secteur agricole – Appui à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique ».

## **Europe**

### **Énergie**

- Poursuite du développement du réseau d'échange d'informations sur les transports durables ([est.east.unep.ch](http://est.east.unep.ch)) avec participation plus importante des parties prenantes.

Présentation du réseau lors des réunions des réseaux de collectivités locales, d'ONG et d'associations de transport.

- Contribution à plusieurs initiatives, notamment l'élaboration du rapport « *Transport Outlook for Central European Countries* » avec le groupe spécial chargé de l'environnement et des transports au sein du groupe Environnement de l'Initiative d'Europe centrale sur l'environnement.
- Aide à la mise en œuvre de la Charte de l'OMS sur les transports, l'environnement et la santé, et participation aux réunions du comité directeur et au conseil consultatif du centre d'échange d'informations du programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (THE PEP).
- Élaboration d'un projet du FEM encourageant les transports durables dans les pays d'Europe méridionale et du Caucase.

### **Consommation et production durables (CPD)**

- Instauration d'un dialogue paneuropéen sur la CPD dans le cadre du projet « Opportunités de consommation durable pour l'Europe ».
- Préparation d'un rapport d'étude sur la CPD en Europe du Sud-Est et de l'Est, au Caucase et en Asie centrale. Ses principaux thèmes sont l'alimentation, la mobilité, les déchets, le bâtiment, la production plus propre, les achats durables et l'élaboration de politiques de CPD. Il servira de base aux discussions ministérielles de la Conférence de Belgrade 2007 « Un environnement pour l'Europe » sur les nécessaires mesures stratégiques et l'application des meilleures pratiques.
- Soutien aux activités de suivi des ateliers sous-régionaux et nationaux sur la CPD avec l'élaboration d'un projet d'éducation/campagne sur la CPD en Croatie, et lancement du site Internet sur la CPD en Europe du Sud-Est. ([www.unep.ch/scce](http://www.unep.ch/scce))
- Appui aux réseaux d'ONG sur la CPD par la fourniture

d'informations et le développement de projets avec les autorités nationales et locales en Lettonie, Serbie et Ukraine. Co-organisation en Bulgarie d'un atelier de renforcement des capacités des ONG en matière de CPD pour l'Europe du Sud-Est.

### **Autres activités**

- Poursuite du travail sur un projet de protocole à la Convention-cadre pour la protection du milieu l'environnement marin de la mer Caspienne sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers.

## **Amérique Latine et Caraïbes**

### **Énergie**

- Participation au séminaire mexico-canadien sur le thème : Compétitivité des entreprises : efficacité énergétique et énergies propres au Mexique.

### **Consommation et production durables (CPD)**

- Formation d'experts sous-régionaux en CPD sur l'écoconception, l'analyse du cycle de vie et les achats durables.
- Mise à jour du CD et du site Internet et élaboration de matériel promotionnel pour le projet YouthXChange au Mexique.
- Assistance à la conception d'un programme national sur les achats durables pour SEMARNAT (Mexique) et formulation d'une politique de consommation durable en Argentine.
- Accord sur la création d'un Centre d'information sur la CPD pour les Caraïbes.

### **Protection de la couche d'ozone**

- 20 projets de renforcement des institutions, notamment aide aux gouvernements pour la mise en œuvre des projets, la formulation de politiques, la sensibilisation du public et la participation aux réunions.

- Plus de 60 activités liées à la gestion des frigorigènes, notamment le renforcement des capacités et la formation sur les écotecnologies pour le secteur de la réfrigération.

### **Substances chimiques**

- Participation au lancement du processus SAICM au Mexique avec le ministère des Affaires Étrangères et d'autres institutions gouvernementales majeures.
- Appui au sous-groupe Environnement du MERCOSUR (SGT6) pour l'élaboration d'une SAICM régionale.
- Appui au service Substances Chimiques pour deux ateliers régionaux sur le mercure au Mexique.
- Représentation du Secrétariat de la SAICM au Forum de la Société civile de l'Amérique latine et des Caraïbes, en Colombie.

### **Technologie**

- Participation à Enviro-Pro 2006, XIVe Congrès international de l'environnement, Mexique.

## **Asie occidentale**

### **Énergie**

- Poursuite des activités de conseils techniques aux Comités arabes permanents sur la météorologie et les changements climatiques.
- Co-organisation de la réunion régionale « Combustibles et véhicules propres » ; de la troisième Conférence Asie occidentale – Afrique du Nord sur l'énergie renouvelable (MENAREC III) ; et de la Conférence arabe régionale sur l'énergie solaire.

### **Consommation et production durables (CPD)**

- Contribution à l'établissement de Centres nationaux de production plus propre, par exemple en Syrie.
- Co-organisation de la Conférence internationale sur

l'écotourisme ; d'un atelier régional sur l'écotourisme ; d'un Livre blanc sur les impacts sociaux, économiques et environnementaux du tourisme dans les Etats arabes.

### **Protection de la couche d'ozone**

- Aide à la formulation de stratégies et programmes nationaux (plans de gestion de l'élimination définitive des CFC ; plans de gestion et programmes de formation dans le domaine de la réfrigération ; gestion des halons ; et formation à l'intention des services de douanes) ainsi qu'à l'élaboration de législations dans toute la région. Animation d'un atelier sur le renforcement des capacités des industries techniques en Irak et en Palestine pour l'élimination des SAO.
- Organisation de la table ronde sur la gestion des halons dans le secteur maritime.
- Préparation d'un cours sur la gestion des SAO pour l'Université américaine de Beyrouth, l'Université du Koweït et le PNUE.

### **Substances chimiques**

- Poursuite des activités de conseil technique à l'équipe technique arabe sur les AME relatifs aux substances chimiques et à la gestion des déchets.
- Co-organisation de l'atelier régional sur la gestion des déchets pétroliers, avec le Centre régional de la Convention de Bâle.

### **Technologie**

- Co-organisation de l'atelier sur les écotecnologies pour les experts irakiens et de l'atelier sur la gestion rationnelle des eaux usées et les technologies correspondantes.

### **Économie et commerce**

- Participation à et organisation de sessions sur l'évaluation intégrée lors de l'atelier régional de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie de

l'Ouest (CESAO) sur le commerce et l'environnement à l'intention des pays arabes et de l'Asie occidentale, Oman, mars 2006.

- Organisation de sessions lors de l'atelier sous-régional de l'OMT sur le commerce et l'environnement pour l'Europe centrale et orientale, l'Asie centrale et le Caucase, Autriche, décembre 2006.

### **Autre**

- Appui au travail d'évaluation post-retrait à Gaza, notamment un atelier de formation sur l'amiante, et appui à la mission d'évaluation post-conflit au Liban.

## **Amérique du Nord**

### **Énergie**

- Exposé sur les efforts du PNUE dans le domaine de l'énergie durable lors de la session de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies (UNA-USA) qui avait pour thème : « L'énergie durable dans le monde : l'après-Montréal ».
- Présentation, au IIIe Forum mondial sur la réglementation de l'énergie, des conclusions du Réseau mondial sur l'énergie pour le développement durable (GNESD) concernant la fourniture de services énergétiques aux populations pauvres des pays en développement.
- Organisation de deux réunions pour les membres du Sénat et du Congrès américains avec des représentants de l'équipe Évaluation des ressources en énergie solaire et éolienne du PNUE.

### **Consommation et production durables**

Initiative Bâtiments & Construction durables (SBCI)

- Planification et organisation avec l'aide de Winrock International d'un événement sur la construction durable

en marge du 3e Forum urbain mondial de UN-HABITAT, à Vancouver, Canada.

- Présentation de la SBCI du PNUÉ à des ONG, entreprises et représentants de collectivités locales lors de la Semaine verte de Washington DC.
- Assistance au recrutement des membres de la SBCI et démarche pour obtenir la participation du Conseil américain du bâtiment « vert » (USGBC) comme premier membre nord-américain.
- Organisation avec l'USGBC, dans le cadre de la SBCI du PNUÉ, d'un événement en marge de la Conférence et exposition internationale Greenbuild 2006 à Denver, États-Unis

Initiative Cycle de vie

- Intervention en session plénière à la Conférence internationale sur l'évaluation et la gestion du cycle de vie InLCA/LCM 2006 : avancées des entreprises et des gouvernements.

**Initiatives de la DTIE pour promouvoir le développement durable auprès des gouvernements, des entreprises et des ONG**

- Présentation, à la conférence « Les entreprises et le développement durable », des initiatives de la DTIE pour promouvoir le développement durable auprès des gouvernements, des entreprises et des ONG.

**Afrique**

**Consommation et production durables**

- Aide à l'organisation de la première table ronde pour les pays francophones d'Afrique et de la quatrième table ronde africaine sur la CPD (ARSCP-4), ainsi que de la session de lancement du programme-cadre décennal africain sur la CPD.
- Organisation de la première réunion du Comité directeur

régional pour la mise en œuvre du programme-cadre décennal africain et du groupe de travail de Marrakech sur la coopération avec l'Afrique.

- Mise en œuvre d'un projet pilote sur la gestion des déchets de plastique à Nairobi, en partenariat avec la *National Environmental Management Authority* (NEMA) et d'autres partenaires. Une coopérative de recyclage des plastiques a été constituée dans le cadre du projet.
- Formation de 25 experts de 10 secteurs de l'industrie et de cinq institutions soutenant l'industrie sur les méthodologies et l'application de la production plus propre.
- Élaboration d'un programme d'assistance technique sur la gestion intégrée des déchets solides (GIDS) au Lesotho et lancement d'une évaluation générale pour la conception et la mise au point d'un système de GIDS.

**Économie et commerce**

- Lancement d'activités dans six pays ACP dans le cadre de l'initiative « Évaluation intégrée des politiques commerciales dans le secteur agricole – Appui à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique ».
- Mise en œuvre de l'Initiative est-africaine sur la promotion de la production et du commerce des produits issus de l'agriculture biologique au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie dans le cadre des activités du CBTF.
- Organisation d'un atelier régional dans le cadre du projet : « Promouvoir la production et les débouchés commerciaux de l'agriculture biologique en Afrique de l'Est », Tanzanie, mars 2006.
- Animation de deux sessions de formation lors de l'atelier régional de l'OMT sur le commerce et l'environnement pour les pays anglophones d'Afrique, Botswana, décembre 2006.

### La DTIE accueille Sylvie Lemmet

En novembre 2006, le Directeur exécutif du PNUE a annoncé la nomination de Madame Sylvie Lemmet (France) en qualité de nouveau Directeur de la DTIE.



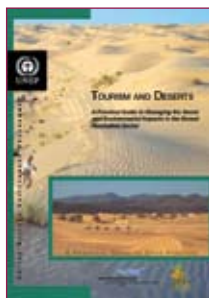
### Communication et information

Le Groupe d'information de la DTIE (qui regroupe des collaborateurs de tous les services de la DTIE) a été un outil efficace d'échange d'informations et d'assistance dans l'ensemble de la division dans divers domaines : médias, publications, Internet, gestion de l'information, campagnes et questions concernant les enfants et les jeunes.

La DTIE a contribué activement au développement et à la poursuite de la mise en œuvre dans l'ensemble du PNUE de politiques et lignes directrices en matière de publications, de presse, de sites Internet et de campagnes.

La division a apporté sa contribution à la réalisation des produits d'information du PNUE (nouveaux rapports, films, activités presse, sites Internet) pour plusieurs réunions intergouvernementales majeures organisées en 2006, telles que GC/GMEF (Dubai), CDD, Réunion des parties au Protocole de Montréal, Conférence des parties à la CCCC et Conférence des parties à la Convention de Bâle.

En 2006, la DTIE a produit 28 nouvelles publications. Tous les



services suivent maintenant la politique du PNUE en matière de publications et mettent activement en œuvre la charte graphique de la DTIE. Des progrès ont également été faits en termes de rationalisation de l'archivage, du recyclage et de la distribution.

Plusieurs services de la DTIE ont mis à jour leurs sites Internet pour se conformer aux normes du PNUE et de la DTIE. Une nouvelle équipe interne a été mise en place pour trouver des moyens créatifs d'améliorer encore le site Internet en intégrant des technologies et produits nouveaux.



Voici quelques exemples d'événements relayés par les médias sur l'initiative de la DTIE :

- lancement de l'initiative SBCI à Paris ;
- lancement des Principes pour des investissements responsables de l'Initiative financière du PNUE à New York;
- parution du guide sur le tourisme et les déserts à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement en Algérie ;
- promotion du projet SolarChill avec le Président de l'Inde à New Delhi ;
- annonce des nouveaux résultats du projet sur les marais irakiens de l'IETC à Tokyo.

La DTIE a mené plusieurs campagnes remarquées, notamment le lancement mondial du kit pédagogique Ozzy Ozone et de la Galerie créative du PNUE pour la communication sur le développement durable.

## Coordonnées de la DTIE

### Directrice de la Division

Sylvie Lemmet  
15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09, France  
Tél: +33 1 44 37 14 50  
Fax: +33 1 44 37 14 74  
Courriel : [unep.tie@unep.fr](mailto:unep.tie@unep.fr)  
[www.unep.fr](http://www.unep.fr)

### IETC

Per Bakken, Directeur  
2-110 Ryokuchi koen  
Tsurumi-ku  
Osaka 538-0036, Japon  
Tél : +81 6 6915 4581  
Fax : +81 6 6915 0304  
Courriel : [ietc@unep.or.jp](mailto:ietc@unep.or.jp)  
[www.unep.or.jp](http://www.unep.or.jp)

### Consommation et Production durables (CPD)

Arab Hoballah, Chef  
15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09, France  
Tél : +33 1 44 37 14 50  
Fax : +33 1 44 37 14 74  
Courriel : [unep.tie@unep.fr](mailto:unep.tie@unep.fr)  
[www.unep.fr/pc](http://www.unep.fr/pc)

### Substances Chimiques

Maged Younes, Chef  
International Environment House  
11-13, Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Genève  
Suisse  
Tél : +41 22 917 81 92  
Fax : +41 22 797 34 60  
Courriel : [chemicals@unep.ch](mailto:chemicals@unep.ch)  
[www.chem.unep.ch](http://www.chem.unep.ch)

### Énergie

Mark Radka, Chef  
15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09, France  
Tél : +33 1 44 37 14 50  
Fax : +33 1 44 37 14 74  
Courriel : [unep.tie@unep.fr](mailto:unep.tie@unep.fr)  
[www.unep.fr/energy](http://www.unep.fr/energy)

### ActionOzone

Rajendra Shende, Chef  
15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09, France  
Tél : +33 1 44 37 14 50  
Fax : +33 1 44 37 14 74  
Courriel : [unep.tie@unep.fr](mailto:unep.tie@unep.fr)  
[www.unep.fr/ozonation](http://www.unep.fr/ozonation)

### Économie et Commerce

Hussein Abaza, Chef  
International Environment House  
11-13, Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Genève  
Suisse  
Tél : +41 22 917 82 98  
Fax : +41 22 917 80 76  
Courriel : [etb@unep.ch](mailto:etb@unep.ch)  
[www.unep.ch/etb](http://www.unep.ch/etb)

## Principaux Sites Internet

### PNUE DTIE

[www.unep.fr](http://www.unep.fr)  
**Partenariats**  
[www.unep.fr/outreach](http://www.unep.fr/outreach)

### Centre International d'éco-technologie (IETC)

**Questions urbaines**  
[www.unep.or.jp/ietc/Activities/Urban/Index.asp](http://www.unep.or.jp/ietc/Activities/Urban/Index.asp)

### Eau douce

[www.unep.or.jp/ietc/Activities/Freshwater/Index.asp](http://www.unep.or.jp/ietc/Activities/Freshwater/Index.asp)

### Questions transversales

[www.unep.or.jp/ietc/Activities/Cross-Cutting/Index.asp](http://www.unep.or.jp/ietc/Activities/Cross-Cutting/Index.asp)

### Consommation et Production durables

#### APELL

[www.unep.fr/pc/apell](http://www.unep.fr/pc/apell)

#### Produire plus propre

[www.unep.fr/pc/cp](http://www.unep.fr/pc/cp)

#### Consommation durable

[www.unep.fr/pc/sustain](http://www.unep.fr/pc/sustain)

#### Tourisme

[www.unep.fr/pc/tourism](http://www.unep.fr/pc/tourism)

### Substances Chimiques

[www.chemicals.unep.ch](http://www.chemicals.unep.ch)

### Énergie

[www.unep.fr/energy/act/index.htm](http://www.unep.fr/energy/act/index.htm)

### ActionOzone

[www.unep.fr/ozonation](http://www.unep.fr/ozonation)  
[www.unep.fr/ozonation/information/index.htm](http://www.unep.fr/ozonation/information/index.htm)

### Économie et Commerce

[www.unep.ch/etb/index.htm](http://www.unep.ch/etb/index.htm)  
[www.unepfi.org](http://www.unepfi.org)

**Pour tous renseignements complémentaires :**

**PNUE DTIE**

15 rue de Milan

75441 Paris CEDEX 09

France

Tél : +33 1 44 37 14 50

Fax : +33 1 44 37 14 74

Courriel : [unep.tie@unep.fr](mailto:unep.tie@unep.fr)

Internet : [www.unep.fr](http://www.unep.fr)

**[www.unep.org](http://www.unep.org)**

United Nations Environment Programme

P.O. Box 30552 Nairobi, Kenya

Tel: ++254-(0)20-762 1234

Fax: ++254-(0)20-762 3927

E-mail: [unep@unep.org](mailto:unep@unep.org)



*La mission du PNUE est d'être le chef de file et d'encourager des partenariats pour la protection de l'environnement en inspirant, informant et aidant les nations et les peuples à améliorer la qualité de la vie sans compromettre celle des générations futures.*

